

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MARDI 20 MARS 2007

DINSDAG 20 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 19 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Question de Mme Anne-Marie Baeke au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le taux de TVA réduit de 6 % pour la démolition et la reconstruction d'habitations en zone urbaine" (n° 14648)

01.01 Anne-Marie Baeke (sp.a-spirit) : La loi-programme du 27 décembre 2006 a instauré un taux de TVA de 6 % pour la démolition et la reconstruction d'habitations en zone urbaine. Conformément à une circulaire du 15 février 2007, il s'agit des zones urbaines mentionnées dans les arrêtés royaux du 12 août 2000, du 26 septembre 2001 et du 28 avril 2005.

Le taux réduit s'applique-t-il à l'ensemble du territoire de ces 32 villes ?

01.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Lorsque les autorités locales ne considèrent pas le bâtiment ou le quartier comme un chancre, la démolition et la reconstruction d'un logement ne donnent pas lieu à l'application du taux réduit. Ce taux ne concerne donc pas l'ensemble du territoire.

L'incident est clos.

02 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les établissements pénitentiaires à Florennes, Herentals et Merksplas" (n° 14542)

02.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le 26 octobre 2006, le ministre a déclaré que des établissements pénitentiaires supplémentaires seraient érigés à Florennes et à Herentals et que l'établissement de Merksplas serait étendu. Le cabinet restreint devait prendre une décision finale le 15 novembre.

Le 21 novembre, le ministre a déclaré que la décision d'octobre ayant été prise après l'approbation du budget 2007, ce dernier ne prévoyait donc pas de moyens spécifiques pour ces établissements pénitentiaires et qu'il devrait donc encore trouver les moyens budgétaires nécessaires.

Quel est l'état d'avancement de ces trois dossiers ? Quels sont les budgets prévus dans le budget 2007 ? Des moyens supplémentaires ont-ils été libérés lors du Conseil des ministres de Louvain ? Quand les terrains et/ou bâtiments nécessaires seront-ils achetés ? Qu'en est-il de la répartition en zones et des attestations d'assainissement du sol ? Une concertation sur l'institution de protection de la jeunesse de Florennes a-t-elle été organisée avec les Communautés et dans l'affirmative quel en a été le résultat ?

02.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : La procédure d'adjudication en vue de l'extension de Merksplas a débuté. Nous sélectionnerons un entrepreneur à même de réaliser cette extension avant la fin de l'année. À cette fin, 6 millions d'euros ont été prévus dans l'enveloppe d'investissements de la Régie des Bâtiments. Les dépassements éventuels de ce budget seront à charge du programme pluriannuel de la Justice.

En ce qui concerne Herentals, il faut d'abord modifier le plan d'exécution spatial provincial. Le délai minimum

imparti pour réaliser cette modification est un an. Il ne pourra être procédé qu'ensuite à l'acquisition du complexe militaire. Le vendeur doit encore fournir les attestations du sol. Si nécessaire, le propriétaire devra effectuer un assainissement des sols. Les études et les dossiers d'adjudication requis seront entre-temps terminés. En 2007, aucun crédit n'a été réservé et ce dossier sera classé dans la rubrique des investissements ordinaires de la Régie à partir de 2008.

Le centre pour jeunes délinquants de Florennes sera construit sur un site existant de la Défense nationale. Pour cet achat, 1,2 million d'euros a été engagé l'an dernier. Les actes de vente sont actuellement établis. Des ébauches de la situation future ont été dressées. Une demande de certificat d'urbanisme n°2 sera envoyée prochainement. Les crédits nécessaires ont été prévus dans le plan pluriannuel Justice.

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le projet Merksplas sera donc mis en oeuvre. Je présume que ce montant de 6 millions a quelque chose à voir avec la recette de Fedimmo. Pour Herentals, nous ne sommes encore nulle part.

Pour Florennes, en revanche, des crédits ont déjà été inscrits mais le ministre n'a pas répondu à ma question concernant la concertation avec les Communautés. Je reposerai donc ma question à la ministre de la Justice car pour la Communauté flamande, ce dossier ne va pas de soi.

Hormis le cas de Merksplas, il s'agit d'un énième effet d'annonce.

L'incident est clos.

03 Interpellation et question jointes de

- **M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le fonctionnement du Service des créances alimentaires" (n° 1063)**

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le Service des créances alimentaires" (n° 14713)**

Le **président** : Mme Lahaye-Battheu n'est pas accessible. Elle n'est pas en mesure de poser sa question.

03.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il ressort de l'audition organisée au sein de cette commission sur le rapport d'évaluation du Service des créances alimentaires (SECAL) de 2005 que ce service n'est intervenu que pour 13 % des créanciers d'aliments lésés. Le SECAL invoque une pénurie de personnel, un manque de publicité et des moyens financiers insuffisants.

Nous n'avons pu consulter le rapport annuel de 2005 qu'en 2007. Quand disposerons-nous du rapport d'évaluation de 2006 ? Pourquoi le SECAL n'a-t-il toujours pas automatiquement accès aux données de la banque-carrefour de la Sécurité sociale ? Quel est le délai moyen entre le moment où une demande est introduite auprès du SECAL et le paiement effectif des avances ? Quel montant le SECAL a-t-il effectivement récupéré en 2005, selon une répartition en arriérés, en pensions alimentaires mensuelles encore à échoir, en intérêts et contributions aux frais de fonctionnement ? En ce qui concerne les enquêtes de solvabilité menées par le SECAL dans le cadre de récupérations, combien donnent un résultat négatif ? Parmi les enquêtes positives, combien donnent lieu à une récupération effective ? Dans combien de cas faut-il procéder à l'exécution forcée ? Que coûte le fonctionnement du SECAL ? Comment le gouvernement réagira-t-il aux plaintes, observations, conclusions et recommandations formulées dans le rapport d'évaluation ? Quand les premières mesures seront-elles prises ? Comment le gouvernement envisage-t-il le fonctionnement du SECAL dans le futur ?

03.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Le rapport d'évaluation de 2006 est actuellement finalisé. Il sera soumis au Parlement dans les meilleurs délais.

Pour ne pas enfreindre le droit au respect de la vie privée, le SECAL n'a pas encore accès, en effet, à la banque carrefour de la Sécurité sociale. Les négociations tendant à permettre malgré tout cet accès automatique se poursuivent. La dernière réunion a eu lieu le 13 mars 2007.

Le délai moyen entre l'introduction de la demande et le versement effectif de l'avance sur la pension alimentaire est fonction de l'analyse du dossier ou, concrètement, des éléments suivants : les titres exécutoires, le temps nécessaire au créancier d'aliments pour renvoyer le mandat signé (il s'agit de six à quinze jours en moyenne dans 60 % des cas) et du délai de trente jours dont le SECAL dispose pour décider si le créancier d'aliments a droit à une intervention.

En ce qui concerne les montants précis recouverts par le SECAL, je renvoie au rapport d'évaluation. Quant au rapport entre les enquêtes de solvabilité positives et négatives, je ne puis pas le fournir en raison de la brièveté du délai. Les frais de fonctionnement du SECAL sont supportés par le budget général des Finances. Il s'est révélé impossible de placer ce service sous la tutelle d'un autre département.

En 2006, le SECAL a payé 14.216.277,57 d'euros en avances sur pensions alimentaires. Depuis que le service a repris le paiement des avances alimentaires, en octobre 2005, 20.096.380,21 d'euros ont été versés, dont 6 % ont donné lieu à un recouvrement.

Pour ce qui est de la publicité pour le SECAL, j'évoquerai volontiers la brochure diffusée via les CPAS et le portail du SPF Finances, les exposés sur le fonctionnement du SECAL tenus à l'attention des CPAS et la présence au salon belge des familles Famiboom en 2006. Une brochure actualisée sera distribuée par les bureaux du SPF Finances, les commissariats de police, les maisons de justice, les bureaux de poste, les notariats, l'ONem, le VDAB et l'ORBEM. Une campagne d'affichage est également prévue.

Il est facile de critiquer les résultats financiers et la méthode de travail du SECAL, mais le fait d'avoir un seul service chargé aussi bien du versement des avances que de leur recouvrement garantit une grande transparence au niveau des flux financiers. L'ancien système, associant les CPAS, le SPP Intégration sociale et les bureaux des domaines, n'offrait pas du tout cette transparence. Le SECAL nous permettra dorénavant d'avoir une meilleure idée des limites budgétaires et des conséquences de cette restriction.

Bien sûr, le fonctionnement de tel ou tel service est toujours perfectible. Je suis ouvert à toute suggestion. Cela dit, il faut que le Parlement arrête d'abord sans équivoque ses choix quant aux montants à dépenser.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Mon intention n'est nullement de montrer du doigt le service des créances alimentaires qui fait très certainement ce qu'il peut dans les limites budgétaires qui sont les siennes. J'ai par contre les cheveux qui se dressent lorsque je constate que le coût salarial des quatre-vingts fonctionnaires équivalents temps plein dépassent nettement les 1,2 million d'euros recouverts jusqu'à présent. Le gouvernement a donc créé un service dont force est de constater après quatre ans de fonctionnement qu'il est totalement inefficace. La tentative du gouvernement violet de s'offrir un coup de pub avec l'argent du contribuable à la veille des élections de 2003 a en tout cas produit un résultat totalement insuffisant.

03.04 Luk Van Biesen (VLD) : L'intervention de M. Verherstraeten me surprend. N'est-il pas, en effet, membre effectif de la commission d'évaluation de ce service ?

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Parfaitement.

03.06 Luk Van Biesen (VLD) : Je pensais que cette commission devait précisément élaborer des propositions pour améliorer le fonctionnement de ce service. N'est-il dès lors pas paradoxal que M. Verherstraeten n'ait jamais cherché à y concevoir, dans un esprit constructif, des solutions aux problèmes ? Il préfère, semble-t-il, cracher sa bile à l'occasion d'une interpellation.

03.07 Servais Verherstraeten (CD&V) : J'étais en effet disposé à siéger dans la commission d'évaluation – à la demande du ministre –, à condition toutefois de pouvoir conserver mon indépendance politique. J'ai assisté à plusieurs réunions de la commission d'évaluation, mais je reste convaincu que la création du service des créances alimentaires est un bien bel exemple de mauvaise administration.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Servais Verherstraeten et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Servais Verherstraeten
et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Finances,
demande au ministre
de concrétiser la recommandation contenue dans le rapport annuel.”

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Dirk Van der Maelen.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

04 Interpellation de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'organisation, au niveau international, de mécanismes d'évasion fiscale basés sur des décisions anticipées" (n° 1064)

04.01 Carl Devlies (CD&V) : Pour acquérir de nouveaux capitaux, les sociétés peuvent opter en faveur de l'émission d'actions ou d'obligations. Le financement par le biais d'actions constitue un capital social, celui par le biais d'obligations une dette. Le financement par le biais d'apport de fonds sous la forme d'émission de parts bénéficiaires constitue une possibilité intermédiaire. La doctrine n'est pas unanime sur la question de savoir s'il est permis de créer un titre présentant toutes les caractéristiques d'une part bénéficiaire mais qui est néanmoins construit comme une simple participation obligatoire par laquelle la société s'engage à octroyer une partie de ces bénéfices futurs comme compensation en échange d'un apport de fonds.

Qualifier les certificats de participation de titres obligatoires permet de contourner deux dispositions contraignantes du Code des sociétés : d'une part, l'interdiction temporaire de négocier des parts bénéficiaires émises par des sociétés qui ne font pas un appel public au secteur de l'épargne et, d'autre part, le droit de vote exceptionnel des détenteurs de parts bénéficiaires en cas d'adaptation de l'objet social ou de modification des droits liés à ces parts bénéficiaires.

En outre, l'émission de certificats de participation deviendrait également possible dans le cadre de sociétés autres que la S.A. et la société en commandite par actions.

Il existe bien entendu une différence en termes d'appréciation de la nature de la dette : les fonds apportés par l'émission de parts bénéficiaires sont comptabilisés dans les fonds propres mais en dehors du capital social, tandis que les fonds émanant de l'émission d'obligations sont comptabilisés dans les fonds de tiers. En cas de difficultés de paiement de l'émetteur, les obligataires bénéficient dès lors de la priorité par rapport aux détenteurs de parts bénéficiaires.

Il ne s'agit pas tant, à mes yeux, des intérêts des détenteurs de titres que de la manière dont la société pourvoit à ses besoins de financement. À cet égard, il convient d'établir une distinction entre l'acquisition de parts bénéficiaires et l'acquisition d'obligations : seule l'acquisition de parts bénéficiaires propres est réglementée de façon restrictive. La différence concerne la réduction du capital d'exploitation et non sa formation par le biais d'une émission.

Le Code des sociétés laisse à l'émetteur une grande liberté dans le cadre de la fixation des conditions d'émission de parts bénéficiaires. La rémunération peut être totalement subordonnée au bénéfice réalisé et peut être versée en espèces ou sous la forme de parts. Les parts bénéficiaires peuvent être convertibles en actions, librement cessibles à partir de leur libération et nominatives.

Dans le cadre de la décision anticipée n° 600.099 du 4 mai 2006, le Service des décisions anticipées a estimé qu'une obligation présentant toutes les caractéristiques précitées d'une part bénéficiaire ne peut malgré tout pas être requalifiée sur la base de l'article 344, § 1^{er} du CIR92. Les différences fiscales entre la part bénéficiaire et l'obligation sont pourtant considérables. Le coupon – lié aux bénéfices – d'une obligation est qualifié d'intérêt et constitue dès lors un coût déductible, alors que le coupon – lié aux bénéfices – d'une part bénéficiaire est taxable.

En outre, l'apport de fonds par l'émission d'une part bénéficiaire est taxable lorsque ces fonds ne sont pas comptabilisés sur un compte de passif distinct, à titre de garantie de tiers. Au regard du droit des sociétés, cette condition est absurde : logiquement, tout apport de fonds devrait être exempté de l'impôt des sociétés au cours de l'existence de la société, que les fonds aient ou non été rendus indisponibles.

Nous voulions supprimer cette condition fiscale, mais le ministre et la majorité ne nous ont pas suivis sur ce point : nos amendements en ce sens ont été rejetés.

Les fonds apportés par l'émission de parts bénéficiaires pourront également être pris en considération pour la déductibilité du capital à risque. Cet aspect n'est guère pertinent dans le cadre de l'accord préalable contesté étant donné que la société concernée a conçu les « *profit participation securities* » de telle manière que l'intérêt élevé à l'entrée est neutralisé autant que faire se peut par un intérêt de sortie élevé pour le détenteur de l'obligation participante, la base imposable restant ainsi faible en Belgique. Une telle construction ne serait probablement pas envisageable après une requalification comme fonds propres apportés par l'émission de parts bénéficiaires.

Dans ce cas, rien ne me paraît s'opposer à la requalification. La Cour de cassation a posé la condition que la requalification devait avoir les mêmes conséquences juridiques que la transaction soumise au fisc. La requalification d'une obligation participante en une part bénéficiaire impliquant presque identiquement les mêmes conséquences juridiques est possible sous réserve des dispositions relatives au droit de vote spécial en cas de changement du but.

La seule raison qui motive la requalification des titres participants en obligations est d'échapper à l'impôt. La position du Service des décisions anticipées est très lucrative pour l'émetteur belge et permet une évasion fiscale à l'échelle internationale. Il suffit de trouver un pays où le coupon de l'obligation participante est qualifié de dividende. En Belgique, le groupe international produit des frais déductibles fiscalement alors qu'il acquiert des dividendes exonérés à l'étranger. Il est donc doublement gagnant. La commission de ruling s'en lave les mains en expliquant qu'en ce qui concerne cette formule, une administration fiscale étrangère n'est pas tenue d'appliquer la même qualification fiscale que celle appliquée en Belgique.

Dans une résolution relative aux paradis fiscaux, MM. Van der Maelen et consorts dénoncent la pratique des multinationales qui consiste à minimiser la pression fiscale en déplaçant leurs bénéfices vers les paradis fiscaux. Le pays associé à la construction concernée par ce ruling est également considéré comme un paradis fiscal par les auteurs de la résolution.

Ces auteurs, tous membres de la majorité, ne feraient-ils pas mieux de concentrer d'abord toute leur attention sur la commission de ruling ? J'ai la nette impression que cette commission applique deux poids deux mesures : dans son rapport annuel 2005, elle n'exclut pas la requalification des constructions basées sur l'usufruit lorsqu'il n'existe aucun motif financier ou économique légitime. Manifestement, la commission n'hésite pas à faire l'amalgame entre les droits réels et personnels. Si la requalification d'une obligation participante en part bénéficiaire est impossible, celle d'un droit réel en un droit personnel l'est tout autant. En ce qui concerne l'application de l'article 344 § 1 CIR, les entreprises multinationales sont manifestement traitées avec plus d'indulgence que les sociétés locales.

Dans son ruling n° 600.099, la commission a-t-elle respecté les dispositions contraignantes du droit des sociétés ? Quelles raisons justifient-elles le refus d'appliquer l'article 344 §1 CIR ? Quelle est la position de l'administration des contributions ? Cette décision ne crée-t-elle pas un précédent pour l'application de l'article 344 § 1 CIR ?

04.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : La Belgique ne dispose pas de dispositions légales lui permettant de qualifier de fonds propres des emprunts subordonnés participants. L'optimisation fiscale peut être assurée à l'aide de structures hybrides et par l'usage des différentes qualifications présentes dans les législations nationales.

Dans le cas auquel renvoie M. Devlies, la commission de ruling s'est basée sur des données réelles pour

décider que la structure proposée ne pouvait pas être requalifiée dans le cadre de l'article 344, §1, du CIR 1992.

04.03 Carl Devlies (CD&V) : Qui est responsable des décisions de la commission de ruling ? Le ruling n'a pas été publié intégralement.

04.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : C'est le cas pour tous les dossiers individuels.

04.05 Carl Devlies (CD&V) : Comment peut-on contrôler que les décisions sont conformes à la législation ? Personne n'a intérêt à porter l'affaire devant le juge, l'administration classique doit se taire et le Parlement ne peut pas consulter les dossiers. Il y a dès lors un risque d'insécurité juridique. Puis-je consulter le dossier individuel ? Le ministre – qui est le responsable final au sein de l'administration – pourrait-il m'expliquer pourquoi la commission de ruling a pris cette décision ? L'administration classique est-elle d'accord avec cette décision ? Est-elle conforme à la législation ?

04.06 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Oui.

04.07 Carl Devlies (CD&V) : Le ministre devrait alors la défendre, ce qu'il ne fait pas. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de requalification ?

04.08 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Je n'ai pas l'intention de contrôler toutes les décisions individuelles de mon administration. C'est le Parlement qui a jugé bon de créer la commission de ruling. Je présume que les questions de MM. Devlies et Verherstraeten ont quelque chose à voir avec la campagne électorale.

04.09 Carl Devlies (CD&V) : Un nouveau service a été créé, mais apparemment, il n'est soumis à aucun contrôle. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé une proposition de loi visant à instaurer un comité F.

La décision prise est contraire à la loi, mais le ministre ne se donne même pas la peine de la défendre. Je ne veux pas m'immiscer dans des dossiers individuels, mais le contrôle est indispensable au bon fonctionnement de la commission de ruling.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies et est libellée comme suit:

“La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Carl Devlies

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Finances,

demande au ministre

- d'éviter que les décisions anticipées ne se transforment en un instrument d'évasion fiscale organisée au niveau international;
- de faire respecter les dispositions contraignantes du droit commun, à savoir dans ce cas le droit des sociétés, dans le cadre des décisions prises par le service des décisions anticipées;
- de faire requalifier la décision anticipée n° 600.099 du 4 mai 2006 par l'Administration des impôts et du recouvrement d'émission d'une obligation participante en émission de parts bénéficiaires afin d'annuler la valeur de précédent de cette décision anticipée individuelle.”

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Anne-Marie Baeke et par MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Jacques Chabot.

Il sera voté ultérieurement sur les motions. La discussion est close.

04.10 Carl Devlies (CD&V) : Dans l'intervalle, des articles ont été publiés prévoyant la déductibilité fiscale des intérêts afférents aux obligations participantes convertibles. À la suite de la décision de la commission de ruling, un nouveau principe a été lancé, indépendamment d'une législation quelconque et sans contrôle

parlementaire. Si cela ne correspond pas à la volonté du ministre, il faudra trouver une autre formule.

Le **président** : Si le ministre devait intervenir dans des dossiers individuels, des dizaines d'interpellations seraient déposées.

04.11 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Manifestement, deux philosophies s'opposent sur cette question.

Le **président** : Les tribunaux et commissions habilités à créer la jurisprudence ne sont pas tous soumis à un contrôle du mode souhaité par M. Devlies.

04.12 Carl Devlies (CD&V) : Devant quelle instance les décisions de la commission de ruling peuvent-elles être contestées ? On peut imaginer qu'un dossier similaire soit déposé sur la base de la décision visée et qu'il soit ensuite refusé par la commission. Qui exerce un contrôle en la matière ?

04.13 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Une loi donne au directeur régional la compétence de prendre la décision. Un recours en justice est possible mais le ministre ne peut pas vérifier les dossiers individuels !

Le **président** : Un parlementaire ou une entreprise qui estimerait qu'il y a abus de pouvoir dans le chef de cette commission peut déposer une plainte auprès des tribunaux.

04.14 Carl Devlies (CD&V) : Est-il possible d'aller en appel d'une décision du directeur régional devant le tribunal ?

04.15 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Qui va faire cela ? Je n'ai pas connaissance de dossiers qui ont fait l'objet d'un recours.

04.16 Carl Devlies (CD&V) : Le contribuable peut-il s'adresser au tribunal lorsqu'une demande est rejetée ?

04.17 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Il existe une loi en la matière.

04.18 Carl Devlies (CD&V) : De quelle procédure s'agit-il ? Il est clair que le système n'est pas efficace.

05 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les bases forfaitaires de taxation des agriculteurs et la taxation distincte des primes et indemnités à 16,5 %" (n° 14672)

05.01 Jacques Chabot (PS) : Le montant des primes et indemnités soumises au taux de taxation distinct de 16,5 % à déclarer pour 2005 par les agriculteurs imposés selon les bases forfaitaires de taxation sera le même que le montant déclaré en 2004. Si le montant de 2004 est supérieur à celui de 2005, ce dernier sera retenu.

Cette décision s'appuie-t-elle sur des dispositions légales ? Sinon, sur quelle base les services fiscaux sont-ils habilités à l'exécuter ? En quoi les éléments liés à la production laitière expliquent-ils cette décision ? Quel est l'impact budgétaire de cette décision ? Est-elle équitable ? Ne favorise-t-elle pas les grandes exploitations ?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : La décision s'appuie sur le système des forfaits qui permet une négociation entre l'administration et le secteur concerné et, s'il le faut, une décision ministérielle. L'administration a parfois eu des difficultés lors de la mise en application en raison du nouveau système européen.

Comme l'a dit M. Jamar, les éléments liés à la production laitière n'expliquent pas à eux seuls la décision. Il a

été tenu compte également des charges financières pour les agriculteurs. Sur le plan budgétaire, nous n'avions pas prévu de recettes liées au changement de règle au niveau européen.

Je pourrai vous donner des précisions sur la diversité des situations des exploitations une fois que j'aurai un rapport sur l'application de la règle.

L'incident est clos.

06 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la hausse de la dette publique" (n° 14689)

06.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : La coalition violette ne cesse de faire référence à la diminution du taux d'endettement, mais les chiffres récents du Trésor indiquent que la dette publique a augmenté de 1,71 milliard d'euros en février 2007, ce qui fait grimper la dette publique totale à 278,28 milliards d'euros. La coalition violette n'a pas réussi à réduire la dette exprimée en chiffres absolus.

Quelles sont les raisons de cette augmentation considérable en février ?

06.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : À la fin du mois de février 2007, la dette de l'État fédéral s'élevait à 278,28 milliards d'euros. Elle se composait de 275,33 milliards d'euros de dettes contractées ou reprises par l'État fédéral et de 2,92 milliards d'euros de dettes de certaines institutions aux charges financières desquelles l'État fédéral participe.

Par rapport à janvier 2007, l'on note une augmentation de la charge de la dette brute de 1,71 milliard d'euros car nous avons racheté trois obligations linéaires pour un montant total de 2,65 milliards d'euros par le biais d'un financement à court terme. La charge nette de la dette n'a augmenté que de 1,05 milliard d'euros, contre 1,2 milliard d'euros en février 2006.

Le Trésor fait observer que la dette peut fortement évoluer de mois en mois. L'évolution mensuelle de la dette ne reflète pas toujours l'évolution annuelle globale. La hausse temporaire de février 2007 ne compromet pas la diminution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics pronostiquée pour 2007 par le gouvernement et diverses institutions internationales. Nous évoluons vers un taux d'endettement qui sera proche de la moyenne de la zone euro. La dette s'est réduite, passant de 137 pour cent du PIB en 1993 à 85 pour cent aujourd'hui. En 1993, la différence avec la zone euro avoisinait les 70 pour cent, alors qu'aujourd'hui, elle se réduit à moins de 20 pour cent. Notre dette diminue donc considérablement année après année, bien plus vite que dans d'autres pays.

06.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Les avantages en termes d'intérêts ont été considérables ces dernières années mais ils n'ont pas été suffisamment mis à profit pour rembourser anticipativement la dette publique.

Le Conseil supérieur des Finances, présidé par l'ancien chef de cabinet du premier ministre, nous avertit qu'au cours des années à venir, il faudra probablement se serrer la ceinture pour pouvoir assumer le coût du vieillissement.

L'incident est clos.

07 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la décision de la Commission européenne d'augmenter les accises minimales sur le diesel" (n° 14683)

07.01 Carl Devlies (CD&V) : Le prix du diesel et les accises varient sensiblement d'un État membre à l'autre. Pour contrer ce que l'on peut qualifier de « tourisme de l'essence », la Commission européenne vient de décider de porter les accises sur le diesel à 359 euros par 1.000 litres en 2012 et à 380 euros en 2014. Pour la Belgique, cette décision revient à une augmentation de 29 euros en 2012 et de 50 euros en 2014, ce qui implique que le prélèvement supplémentaire belge devra être diminué du même montant.

Quelle est la position du gouvernement belge ?

07.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Les accises actuelles se montent à 346,11 euros par 1.000 litres pour le gasoil avec une teneur en soufre supérieure à 10 mg/kg et à 331,11 euros pour le gasoil avec une teneur en soufre n'excédant pas 10 mg/kg.

Il ressort du Bulletin pétrolier de la Commission européenne du 5 mars 2007 que la Belgique est – après le Luxembourg – le pays qui pratique les prix les plus bas. L'écart qui nous sépare du troisième pays, la France, est de 65 euros par 1.000 litres. Je ferai parvenir à votre commission copie de la liste des accises appliquées.

Si, en Belgique, nous respectons en 2012 le minimum imposé de 359 euros par 1.000 litres, notre pays ne serait pas défavorisé par rapport à ses voisins. Les achats transfrontaliers depuis l'étranger ne seraient donc pas hypothéqués.

07.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Il est clair que le ministre ne suivra pas la proposition de la Commission européenne.

Le **président** : C'est votre interprétation.

L'incident est clos.

08 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les enrôlements d'office en application des minima imposables (art. 342 § 3 CIR)" (n° 14684)**

08.01 **Carl Devlies** (CD&V) : L'été dernier, j'ai posé une question écrite concernant les minima imposables mais je n'ai obtenu aucune réponse. À la question orale que j'ai posée en décembre à ce sujet, il m'a été répondu que le ministre ne disposait pas encore des données requises. C'est pourquoi je réitère ma question.

Le ministre pourrait-il indiquer à combien de taxations d'office il a été procédé par Région sur la base des minima imposables pour l'exercice d'imposition 2005, et ce pour les sociétés comme pour les entrepreneurs indépendants et les professions libérales ? Pourrait-il préciser quel pourcentage des déclarations non introduites et introduites tardivement ces chiffres représentent ? Pourrait-il communiquer le total des montants enrôlés pour l'exercice d'imposition 2005 ?

08.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Mon administration ne dispose, ni pour l'impôt des personnes physiques, ni pour l'impôt des sociétés, de données relatives au nombre de cotisations établies sur la base de la taxation forfaitaire minimale pour l'année d'imposition 2005. La loi n'ayant en effet été publiée au *Moniteur belge* que le 12 juillet 2005, il était trop tard pour adapter les imprimés et les systèmes. Je demanderai ultérieurement s'il n'est pas possible d'obtenir des informations concernant l'année 2006.

08.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Je ne comprends pas très bien si le ministre n'est pas en mesure de répondre ou s'il s'y refuse. Il s'agit ici d'une nouvelle loi qui n'est manifestement pas appliquée.

L'incident est clos.

Le **président** : En réponse à M. Devlies, qui se demandait sur quelle base on pouvait agir contre une commission administrative qui n'appliquerait pas la loi, je rappelle que le Code pénal interdit la collusion de fonctionnaires.

08.04 **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : Si des parlementaires estiment qu'une décision va trop loin dans l'interprétation d'une loi, il est possible de modifier la loi, par exemple pour interdire que des emprunts subordonnés puissent être considérés comme des fonds propres.

Le **président** : Les outils législatifs et pénaux existent mais le ministre ne doit en aucun cas s'occuper de dossiers individuels.

08.05 Carl Devlies (CD&V) : La publicité de la motivation d'une décision constitue en tout état de cause un minimum.

Le **président** : La discussion était en tout cas intéressante.

09 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les contrats relatifs à des fonds de capitalisation entre épargnants et banques" (n° 14694)

09.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : De plus en plus de compatriotes font appel à des institutions financières pour placer au mieux leur épargne. Une des possibilités qui leur est offerte est la garantie de capital assortie d'une rente mensuelle.

Dans la pratique, l'appellation « fonds de capitalisation » recouvre de très nombreux contrats dont le contenu réel ne correspond pas à ce qui est indiqué dans le prospectus d'émission, la fiche d'information ou le règlement de gestion du fonds. C'est ainsi que l'abréviation « CAP » peut être utilisée pour désigner une part de capitalisation, une SICAV de capitalisation au porteur ou une SICAV-action, ce qui sème inévitablement la confusion.

Ce problème est-il connu de vos services ou de la CBFA ? N'y a-t-il pas de règles spécifiques auxquelles les banques doivent se tenir en la matière ? L'intitulé d'un contrat de fonds de capitalisation doit-il être identique à celui utilisé dans le prospectus, la fiche d'information ou le contrat de gestion qui s'y rapporte ? Comment le consommateur peut-il se protéger contre le manque de clarté de certains contrats ?

09.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Ma réponse concerne uniquement les investissements directs dans les organismes de placement collectif ou OPC. Dans la mesure où la question se rapporte aussi aux produits de la branche 23, je renvoie au ministre de l'Économie.

Les OPC peuvent être constitués sous la forme de sociétés ou d'indivisions sans personnalité juridique. Dans le premier cas, ils sont organisés par statuts et dans le deuxième, par des conventions définies dans un règlement de gestion. Les droits de participation dans un OPC ont la forme d'actions dans le cas des sicav et sont appelés des parts lorsqu'il s'agit de fonds.

La loi du 20 juillet 2004 dispose que dans les sicav et dans les fonds, deux types de droits de participation peuvent être créés, les revenus nets étant distribués dans un cas et capitalisés dans l'autre. Dans ce dernier cas, il s'agit d'actions de capitalisation pour une sicav et de parts de capitalisation pour un fonds. L'abréviation CAP est souvent utilisée en l'occurrence.

Un produit n'offre une garantie de capital que lorsque le prix de souscription est intégralement garanti à la date d'échéance. Le capital est protégé lorsque, pour un prix de souscription identique, la protection au jour d'échéance est totale. Cette protection peut être obtenue en recourant à une stratégie de placement spécifique.

Les prospectus, complet et simplifié, doivent fournir à l'investisseur toutes les informations dont il a besoin pour évaluer ses droits et les risques qu'il s'apprête à prendre. Le prospectus simplifié doit être proposé gratuitement, le prospectus complet doit être fourni sur demande. La CBFA s'assure, dans le cadre de l'approbation des prospectus, que les termes utilisés correspondent à la terminologie légale.

Toutes les informations figurant sur la fiche d'information ou dans le matériel publicitaire doivent être en parfaite adéquation avec le contenu des prospectus. Le cas échéant, l'investisseur peut saisir le service de médiation Banques Crédit Placements d'une plainte.

09.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : J'étudierai la réponse. Il me paraît qu'elle satisfait certaines aspirations de la clientèle.

L'incident est clos.

La discussion des questions et interpellations est suspendue de 11 h 38 à 11 h 47.

10 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les travaux et projets de restauration dont les bâtiments royaux ont fait l'objet par l'entremise de la Régie des Bâtiments" (n° 14695)

10.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Le ministre pourrait-il me donner un aperçu détaillé des travaux effectués et des projets de rénovation relatifs aux bâtiments royaux pour la période de 1999 à 2005, ou 2006 si les chiffres pour cette année sont déjà disponibles ? Le ministre peut-il également spécifier le coût et l'engagement financier relatif à chaque projet ? Je puis me contenter le cas échéant d'un tableau.

10.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Parmi les projets réalisés, les plus importants concernent la protection des domaines, la restauration de l'aile centrale et de l'aile d'habitation du palais royal de Laeken, la restauration des serres dans le domaine de Laeken et les travaux d'assainissement incluant le désamiantage.

Je dispose d'un tableau récapitulatif des coûts et des engagements financiers que je puis vous fournir maintenant.

L'incident est clos.

11 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le retard en ce qui concerne la vente commerciale des biocarburants" (n° 14726)

11.01 Carl Devlies (CD&V) : Le bioéthanol, carburant à 85% d'origine végétale, est commercialisé dans plusieurs pays européens. En Belgique par contre, aucune station-service n'est pour l'instant officiellement autorisée à vendre ce carburant. Il y a tout au plus la station-pilote du distributeur Octa+ à Auderghem. De même, l'essence contenant 5% d'éthanol et le biodiesel ne sont proposés que dans quelques stations-service.

Ce n'est qu'en octobre 2006 que le gouvernement a accordé à quelques entreprises un quota pour la livraison de biocarburants. Selon le secteur, la rareté de l'offre s'explique précisément par cette décision tardive. De plus, le secteur juge insuffisante comme incitant l'exonération d'accises pour le biodiesel.

Est-il exact que les distributeurs de carburants n'ont toujours pas obtenu l'autorisation pour la vente de bioéthanol E85, et dans l'affirmative, pour quelle raison ? Combien de distributeurs proposent des mélanges de diesel et de biodiesel d'une part, et d'essence et de bioéthanol de l'autre ? Comment se fait-il que l'offre de biocarburants est si limitée, et quelles mesures le ministre prend-il pour élargir cette offre ?

11.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Les autorisations permettant la commercialisation du bioéthanol ne relèvent pas du SPF Finances. Elles concernent les normes des carburants, qui relèvent du SPF Économie. Je vous renvoie dès lors à M. Verwilghen.

Dans le cadre de l'exonération partielle d'accises pour le diesel mixte, du biodiesel est aujourd'hui livré à trois distributeurs de carburants. La réglementation relative à l'essence mélangée au bio-éthanol n'entrera en vigueur que le 1^{er} octobre 2007.

À ce jour, une seule société livre du biocomposant. Le mélange se fait par ailleurs sur une base volontaire et seul un nombre limité de distributeurs est disposé à effectuer le mélange. Le Conseil des ministres du week-end dernier à Louvain a décidé de rendre le mélange obligatoire à partir de début 2008 pour le diesel et à partir de début 2009 pour l'essence.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les résultats du sommet gouvernemental à Louvain" (n° 14727)

- M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les résultats du contrôle budgétaire sur le plan fiscal" (n° 14752)

12.01 **Carl Devlies** (CD&V): Au moment de la confection du budget, un montant de 320 millions d'euros de recettes tirées d'une nouvelle taxe sur les emballages a été ajouté in extremis. Quelles mesures ont été finalement décidées lors du sommet gouvernemental de Louvain ? Les recettes fiscales ont-elles été augmentées ? Ces recettes avaient déjà été l'objet d'une estimation élevée, avec un taux de croissance de 5,9 %. Le gouvernement a-t-il encore revu ce taux de croissance ?

12.02 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang) : Avant le sommet gouvernemental, les annonces les plus diverses avaient été faites : le déficit budgétaire serait comblé, la cotisation d'emballage serait reconsidérée. Le gouvernement a effectivement décidé toute une série de nouvelles dépenses et de nouvelles taxes. J'aimerais en obtenir letableau.

Qu'en est-il exactement ? Quelle sera l'incidence financière des mesures ?

12.03 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : J'ai de très bonnes nouvelles à vous annoncer en ce qui concerne l'évolution des finances publiques. Les recettes supplémentaires dans le secteur de l'impôt des sociétés se sont montées à 300 millions d'euros en 2006. Grâce à la réduction des impôts directs sur le travail et à la réduction de l'impôt des sociétés, nous constatons que la croissance économique a évolué favorablement puisqu'elle a été de 3 % en 2006. Et en dépit des baisses de taux d'imposition, nous enregistrons un certain nombre de nouvelles recettes. Les intérêts notionnels, par exemple, ont permis d'enregistrer davantage de résultats positifs au niveau des entreprises.

Le gouverneur de la Banque Nationale estime qu'une croissance plus élevée est possible mais nous préférons opter pour une approche prudente et tabler sur une croissance de 2,2 % en 2007.

Nous avons par ailleurs adopté une mesure importante dans la mesure où elle renforce le pouvoir d'achat : le doublement en 2007 de l'augmentation de la déductibilité des frais forfaitaires qui rapportera 25 euros en moyenne à celles et ceux qui travaillent. Cette mesure, qui équivaudra à une réduction d'impôt de 50 euros pour toutes les catégories de revenus, sera instaurée au mois de mai.

Le gouvernement a choisi également de prendre une série de mesures qui constituent l'amorce d'une approche de la consommation d'énergie et de transports. Dorénavant, la déduction des frais pour une voiture de société oscillera entre 60 et 90 %, en fonction des émissions de CO₂.

L'achat de voitures à faible émission de CO₂ est encouragé par le fait que la réduction d'impôt pour les voitures qui émettent respectivement moins de 105 et 115 grammes de CO₂ est transformée en une remise sur la facture d'achat. Pour les voitures qui émettent moins de 105 grammes de CO₂, la remise s'élève à 15 % du prix d'achat, avec un maximum de 3.280 euros. L'achat d'une voiture équipée d'un filtre à particules est désormais encouragé par une remise de 200 euros sur la facture au lieu d'une réduction d'impôt équivalente.

L'installation de panneaux solaires coûte en moyenne 8.000 euros et le montant indexé de la réduction d'impôt pour 2008 s'élève à 2.600 euros. La réduction d'impôt pour l'installation de panneaux solaires passe à un montant indexé de 3.380 euros si le dépassement des dépenses résulte de l'installation de panneaux photovoltaïques pour le chauffage de l'eau ou la génération d'énergie.

Par ailleurs, des incitants fiscaux s'appliqueront tant à la construction qu'à l'achat et à la rénovation de maisons passives. Cette réduction d'impôt serait étalée sur une période de dix ans.

Le gouvernement souhaite également encourager les entreprises belges à l'innovation technique. Le système de brevet constitue un levier à cet égard. C'est pourquoi le gouvernement encouragera tout ce qui a trait à la recherche et au développement des brevets.

Cet objectif peut être atteint par une déduction fiscale de 80 % des revenus générés par les brevets donnés

en licence par une société ou une institution belge ou utilisés dans la fabrication de produits sous brevet. Cette mesure s'applique à tous les secteurs et représente une réduction d'impôt de 33,99 à 6,8 %, sans doute le taux le plus bas d'Europe. Il s'agit donc d'un élément très important dans le cadre de la stimulation des innovations en Belgique.

Après le contrôle budgétaire, le gouvernement a pu confirmer la réalisation des objectifs budgétaires avec un excédent de 0,3 % du PIB. Ce contrôle ne portait nullement sur des prévisions systématiques sur plusieurs années et je ne dispose dès lors pas des chiffres pour les années suivantes. Il a cependant permis de confirmer le montant de 92 milliards d'euros de recettes fiscales.

En ce qui concerne les mesures environnementales, il y aura, à partir du 1^{er} juillet 2007, une taxe sur les ustensiles de ménage et les emballages ménagers non réutilisables. L'objectif de cette taxe est d'encourager les consommateurs à utiliser des emballages réutilisables pour diminuer le volume des déchets. Les Régions, les secteurs concernés et les organisations de défense de l'environnement ont été impliqués dans l'élaboration de cette mesure pour s'attaquer le plus efficacement possible au problème des emballages les moins respectueux de l'environnement. Pour l'environnement, l'idéal serait bien sûr d'arriver au rendement nul de cette taxe. L'objectif de la Fedis est de réduire de 60 % l'utilisation des sacs en plastique d'ici 2009. Avec une taxe de 2 cents par sac plastique, d'importants progrès devraient être possibles.

J'ai déjà répondu à une question de M. Devlies à propos des biocarburants.

Il s'agit de bonnes mesures environnementales, contrairement à celles prises en 1993. Des réductions d'impôts sont prévues pour les voitures et les habitations « propres ». Les sacs en plastique seront taxés afin d'inciter le consommateur à opter pour une alternative plus respectueuse de l'environnement. De plus, ces mesures entraînent une réduction des émissions de CO₂. Il se peut en outre qu'elles aient un effet positif sur le budget.

Le gouvernement présente un budget non seulement en équilibre, mais même en boni de 0,3 %. Nous enregistrons une très nette baisse du taux d'endettement, la plus forte en Europe. Nous avons créé chaque année 40.000 emplois nouveaux, ce qui a entraîné une diminution globale des allocations de chômage. Depuis quatre ans, la croissance économique belge est plus vigoureuse que celle de la zone euro. Les résultats sont donc bons et je n'ai pas peur des critiques ou des commentaires de gens qui ont, par exemple, introduit les écotaxes en 1993. En Flandre, les gens se souviennent encore certainement du « guide expérimenté » de Vilvorde.

12.04 Carl Devlies (CD&V) : Nous espérons une explication plus inspirée. L'on a pris un certain nombre de mesures pour faire rentrer plus d'argent dans les caisses de l'État, mais en les faisant passer pour des mesures prises par souci de l'environnement.

À en croire le ministre, il y aurait, en 2006, 300 millions d'euros de recettes supplémentaires pour les sociétés, mais peut-être oublie-t-il l'enrôlement accéléré. De plus, 225 millions d'euros ont été reportés à 2007. Les enrôlements ont été effectués le 4 janvier 2007. J'émetts les plus vives réserves quant aux chiffres avancés par le ministre car il est vraisemblable que le gouvernement recourra de nouveau à l'enrôlement accéléré en 2007 et reportera une partie à 2008.

En outre, la déduction professionnelle nous est une fois de plus annoncée. S'il nous faut décider à nouveau tout ce qui avait déjà été décidé, comme la déduction professionnelle, trois jours seront nécessaires. Nous prônons l'augmentation de la quotité du revenu exemptée d'impôt. Celle-ci répond au problème des faibles revenus et contribuerait également à une politique d'activation fiscale.

Il crève les yeux que ces mesures environnementales ne cadrent pas dans une politique globale en matière d'environnement et n'ont pour autre but que d'augmenter les recettes pour le budget 2007. Je déplore également que le gouvernement ait négligé de tracer certains axes importants à long terme. M. Coene a souligné le problème du vieillissement de la population.

12.05 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Je me rallie en grande partie à l'analyse de M. Devlies.

Le show orchestré par M. Slangen à Louvain est à ranger au nombre des opérations visant à améliorer la

perception du gouvernement et à impressionner le public. Le ministre a déclaré à l'instant qu'il ne répéterait pas les erreurs commises avec les écotaxes. Jusqu'à la semaine passée, nous l'avons interpellé au même titre que Mme Van den Bossche. Il est question non plus d'une cotisation d'emballage liée à l'émission de CO₂ et devant rapporter 320 millions d'euros, mais bien d'une taxe au kilo qui sera prélevée sur les sachets en plastique, les films plastiques et en aluminium ainsi que les couverts jetables.

J'attendais en fait de la part du ministre un tableau montrant la hausse ou la baisse des recettes fiscales ainsi que les recettes prévues pour ces taxes. Le ministre évoque un montant d'environ 120 millions d'euros, mais des chiffres compris entre 50 et 120 millions d'euros circulent actuellement. Le gouvernement entendait dresser un dernier bilan, mais l'électeur moyen n'en aura guère retenu les conclusions d'ici le 10 juin.

L'incident est clos.

13 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les nominations à la Régie des Bâtiments" (n° 14711)

13.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Non seulement le gouvernement brade à tour de bras quantité de bâtiments publics mais, en même temps, il réforme de fond en comble la Régie des Bâtiments, ce qui va visiblement de pair avec de nombreuses nominations politiques décidées in extremis.

Qu'implique exactement cette réforme de la Régie ? Combien coûtera-t-elle ? Combien y aura-t-il de fonctions vacantes et combien d'entre elles seront attribuées avant la fin de cette législature à la bannière violette ? Combien de candidats y a-t-il par fonction vacante et combien d'entre eux ont travaillé d'une manière ou d'une autre pour le ministre Reynders ? Comment est garantie l'objectivité des nominations et comment les jurys sont-ils composés ? Combien de candidats Reynders ont-ils été l'objet d'un avis négatif de la part de ces jurys ? Pourquoi nommer tous ces managers aux rémunérations astronomiques si la Régie doit être complètement démantelée, ou presque, en raison de la vente d'innombrables bâtiments publics ?

13.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : La Régie des Bâtiments a pour mission principale d'héberger les services publics fédéraux dans des bâtiments qui appartiennent à l'État ou lui sont donnés en location.

La transition progressive d'un régime de propriété vers un régime locatif permet une réorientation efficace des moyens budgétaires internes limités de la Régie ainsi que la réalisation de recettes par les autorités fédérales. Cette stratégie doit permettre d'améliorer considérablement l'efficacité de la Régie des Bâtiments en tant que représentant immobilier et gestionnaire de l'État.

Même après l'opération de vente, la Régie continue à héberger les mêmes services et le même nombre de fonctionnaires. Elle doit en outre toujours veiller à la qualité de cet hébergement, qui représente plus de 8 millions de mètres carrés : 5.084.137 mètres carrés de bâtiments publics et 2.960.244 mètres carrés de bâtiments loués.

Au cours de la période du 4 février 2005 au 15 mai 2006, la cellule Régie 2005 m'a soumis en toute indépendance des propositions qui ont conduit à la modification de la loi du 1^{er} avril 1971. Cette réforme a été intégrée dans la loi du 20 juin 2006 et prévoit une nouvelle politique journalière basée sur un système de mandats. Un comité de direction sera en outre mis sur pied pour encadrer la transition de l'ancienne vers la nouvelle structure. La procédure de désignation à cette fin est en cours.

Il sera développé au sein de la Régie un système de management chargé de traiter les besoins immobiliers des autorités fédérales dans le cadre d'une relation commerciale. Les services opérationnels assureront la réalisation d'une construction, d'une restauration, d'une rénovation, d'une acquisition, d'une vente, d'une location ou d'un entretien.

Le coût de ce changement dépendra dans une large mesure de l'affectation de membres du personnel dans les divers groupes de travail qui participent à sa mise en oeuvre. Outre les montants déjà versés à deux bureaux de consultants, soit 217.646 euros, il n'y a pas encore d'autres dépenses externes. Les activités externes encore prévues généreront des coûts supplémentaires.

Plusieurs fonctions d'administrateur général et de directeur général sont actuellement vacantes. Il existe pour chacune de ces fonctions un profil approprié. L'appel aux candidatures a été publié au *Moniteur Belge* du 7 décembre 2006. Seule la fonction d'auditeur ne fait pas encore l'objet d'une procédure, ceci pour permettre de l'adapter sur la base de la réglementation générale sur les services publics fédéraux.

La première désignation aura lieu après la clôture de la procédure de sélection. Il est prévu d'encore désigner, dans la mesure du possible, le comité de direction. Quiconque souhaite poser sa candidature à l'une de ces fonctions et pense répondre au profil, peut le faire, où qu'il soit affecté actuellement.

La procédure de sélection est la même que pour toutes les autres fonctions à mandat. Le jury est constitué par le Selor. Les nominations se font sur la base des résultats des épreuves de sélection organisées par le Selor et dont les résultats m'ont été communiqués. Après un entretien - qui a d'ailleurs eu lieu hier - une proposition de désignation sera soumise au gouvernement.

13.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : La Régie continuera manifestement à assumer une mission importante. Certains baux stipulent que l'entretien reste à charge du locataire. Quelle est dès lors l'économie réalisée par le gouvernement ?

En fin de législature, le ministre procède encore à quelques nominations de haut niveau. Les partenaires de la coalition violette recevront chacun leur part. Il est vrai que le Selor procède à la composition des jurys mais le Conseil des ministres aura certainement eu son mot à dire dans cette composition. Je suis dès lors convaincu que M. Reynders, fidèle à sa réputation, catapultera nombre de ses *cabinettards* à une haute fonction au sein de la Régie. Comme par hasard, tous auront les meilleurs résultats lors de la sélection mais une présélection politique partisane aura préalablement été opérée.

L'incident est clos.

14 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'envoi d'un certificat de vie par les retraités qui touchent leur pension à l'étranger" (n° 14728)

14.01 Bart Tommelein (VLD) : Des Belges qui s'installent à l'étranger et y reçoivent leur pension doivent envoyer chaque mois un document prouvant qu'ils sont toujours en vie. Si la pension est virée sur un compte belge, il suffit de fournir cette preuve deux fois par an. Ce sont des situations pour le moins kafkaïennes. Ne pourrait-on pas mettre au point un règlement rendant inutiles ces formalités ?

14.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Le certificat de vie sera supprimé très prochainement pour les bénéficiaires d'une pension de retraite résidant en Belgique. Une étude destinée à vérifier si cette simplification administrative pourrait bénéficier également aux bénéficiaires d'une pension de retraite séjournant à l'étranger est en cours actuellement. Le Service central des Dépenses fixes paie 6.579 pensions dans 89 pays : 3.005 en France, 1.209 en Allemagne, 733 en Espagne, 340 aux Pays-Bas et 189 au Grand-Duché de Luxembourg. Cette étude, qui cartographiera tous les processus informatiques, aura pour but de supprimer à brève échéance le certificat de vie pour cette catégorie de personnes également. Nous tablons sur un délai de deux mois.

14.03 Bart Tommelein (VLD) : Apparemment, plus de la moitié des personnes concernées résident en France. Seule une petite minorité vit dans de très grands pays, loin d'un consulat belge.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 29.

De vergadering wordt geopend om 10.19 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Vraag van mevrouw Anne-Marie Baeke aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het verlaagd btw-tarief van 6 % voor de afbraak en heropbouw van gebouwen in stadsgebieden" (nr. 14648)

01.01 Anne-Marie Baeke (sp.a-spirit): De programmawet van 27 december 2006 voerde een btw-tarief van 6 procent in voor de afbraak en heropbouw van gebouwen in stadsgebieden. Volgens een circulaire van 15 februari 2007 gaat het om de stedelijke gebieden opgesomd in de koninklijke besluiten van 12 augustus 2000, 26 september 2001 en 28 april 2005.

Geldt het verlaagde tarief voor het hele grondgebied van die 32 steden?

01.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De afbraak en heropbouw van een woning komen niet in aanmerking voor het verlaagde tarief als de lokale overheid het gebouw of de wijk niet als een stadskanker beschouwt. Het gaat dus niet over het hele grondgebied.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de penitentiaire instellingen te Florennes, Herentals en Merksplas" (nr. 14542)

02.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Op 26 oktober 2006 verklaarde de minister dat er bijkomende penitentiaire instellingen zouden komen in Florennes en Herentals, en dat de instelling in Merksplas zou worden uitgebreid. Het kernkabinet zou op 15 november definitieve beslissingen nemen.

Op 21 november zei de minister dat hij budgettaire middelen moest zoeken, aangezien de beslissing van oktober werd genomen nadat de begroting 2007 reeds was goedgekeurd. Daardoor waren er eigenlijk geen specifieke middelen begroot voor deze penitentiaire instellingen.

Wat is de stand van zaken in de drie dossiers? In welke budgetten voorziet de begroting 2007? Heeft de Ministerraad in Leuven extra middelen vrijgemaakt? Wanneer worden de nodige gronden en/of gebouwen gekocht? Wat is de stand van zaken betreffende de indeling in zones en de bodemsaneringsattesten? Werd overleg gepleegd met de Gemeenschappen over de federale jeugdinstelling in Florennes, en wat was daarvan het resultaat?

02.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De aanbestedingsprocedure voor de uitbreiding van Merksplas is gestart. Er zal een aannemer worden geselecteerd die de uitbreiding kan realiseren tegen het einde van het jaar. Er werd hiervoor in 6 miljoen euro voorzien op de investeringsenveloppe van de Regie der Gebouwen. Eventuele overschrijdingen van dit budget vallen ten laste van het meerjarenprogramma van Justitie.

Wat Herentals betreft, is eerst een wijziging van het provinciale ruimtelijke uitvoeringsplan nodig. De minimumtermijn daarvoor is een jaar. Pas daarna kan het militaire complex worden aangekocht. Bodemattesten moeten nog worden afgeleverd door de verkoper. Indien nodig zal de eigenaar een bodemsanering moeten uitvoeren. De nodige studies en aanbestedingsdossiers worden ondertussen afgewerkt. In 2007 zijn dan ook nog geen middelen uitgetrokken en dit dossier valt onder de gewone investeringen van de Regie vanaf 2008.

Het centrum voor jonge delinquenten in Florennes komt op een bestaande site van Landsverdediging. Voor de aankoop werd eind vorig jaar 1,2 miljoen euro vastgelegd. De verkoopakten worden momenteel opgesteld. Er werden schetsen gemaakt van de toekomstige situatie. Een aanvraag van het stedenbouwkundige attest nr. 2 wordt binnenkort verstuurd. Er werd in de nodige kredieten voorzien in het meerjarenplan Justitie.

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Het project-Merksplas wordt dus uitgevoerd. Ik neem aan dat het bedrag van 6 miljoen te maken heeft met de opbrengst van Fedimmo. Voor Herentals staan we nog nergens.

Voor Florennes werden er wel al kredieten ingeschreven, maar ik kreeg geen antwoord op mijn vraag over het overleg met de Gemeenschappen. Ik zal de vraag opnieuw stellen aan de minister van Justitie. Voor de Vlaamse Gemeenschap is de zaak niet vanzelfsprekend.

Behalve Merksplas gaat het weer om aankondigingsbeleid.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde interpellatie en vraag van**

- de heer **Servais Verherstraeten** tot de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de werking van de Dienst voor Alimentatievorderingen" (nr. 1063)

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de Dienst voor Alimentatievorderingen" (nr. 14713)

De **voorzitter**: Mevrouw Lahaye-Battheu is niet bereikbaar. Zij kan haar vraag niet stellen.

03.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Uit de hoorzitting in deze commissie over het evaluatieverslag van de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO) van 2005 blijkt dat deze dienst slechts tussenbeide is gekomen bij 13 procent van de gedupeerde onderhoudsgerechtigden. DAVO schuift personeelstekorten, een gebrek aan bekendheid en te weinig financiële middelen als verklaringen naar voren.

Wij kregen het jaarverslag van 2005 pas in 2007 ter inzage. Wanneer kunnen we het evaluatieverslag voor 2006 verwachten? Waarom heeft DAVO nog steeds geen automatische toegang tot de gegevens van de kruispuntbank van de Sociale Zekerheid? Wat is het gemiddelde tijdsverloop tussen het moment van de indiening van een aanvraag DAVO en de werkelijke uitbetaling van de voorschotten? Hoeveel geld heeft DAVO in 2005 werkelijk ingevorderd, opgesplitst in achterstallen, nog te vervallen maandelijks onderhoudsgeld, interesten en bijdragen in de werkingskosten? Hoeveel van de solvabiliteitsonderzoeken van DAVO tot invordering geven een negatief resultaat? Hoeveel van de positieve onderzoeken leiden ook tot een invordering? In hoeveel gevallen moet tot gedwongen tenuitvoerlegging worden overgegaan? Wat is de kostprijs van de werking van DAVO? Wat zal het antwoord van de regering zijn op de klachten, opmerkingen, conclusies en aanbevelingen uit het evaluatieverslag? Wanneer kunnen we de eerste maatregelen verwachten? Wat is het standpunt van de regering over de toekomstige werking van DAVO?

03.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Het evaluatierapport van 2006 wordt nu afgerond en zal zo snel mogelijk aan het Parlement worden voorgelegd.

DAVO heeft inderdaad nog geen toegang tot de kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, dit om het recht op privacy niet te schenden. De onderhandelingen om deze automatische toegang toch mogelijk te maken, gaan gewoon door. De laatste vergadering vond plaats op 13 maart 2007.

Het gemiddelde tijdsverloop tussen het indienen van de aanvraag en de werkelijke uitbetaling van het voorschot op onderhoudsgeld hangt af van de analyse van het dossier. Concreet betekent dit: van de uitvoerbare titels, van de tijd die de onderhoudsgerechtigde nodig heeft om het ondertekende mandaat terug te sturen (60 procent van hen heeft daarvoor gemiddeld zes tot vijftien dagen nodig) en van de termijn van dertig dagen waarover DAVO beschikt om te beslissen of de onderhoudsgerechtigde al dan niet recht heeft op een tegemoetkoming.

Voor de cijfers van de precieze invorderingen van DAVO verwijs ik naar het evaluatieverslag. De verhouding tussen de positieve en negatieve solvabiliteitsonderzoeken kan ik door de beperkte tijdspanne niet meedelen. De werkingskosten van DAVO worden gedragen door het algemeen budget van Financiën. Het is de voorbije jaren onmogelijk gebleken deze dienst bij een ander departement onder te brengen.

DAVO heeft in 2006 14.216.277,57 euro betaald aan voorschotten op onderhoudsgeld. Sinds oktober 2005, toen de dienst de betaling van de voorschotten op de onderhoudsgelden overnam, werd al 20.093.380,21 euro uitbetaald. Daarvan werd 6 procent teruggevorderd.

Wat de publiciteit voor DAVO betreft, verwijs ik naar de folder die werd verspreid via de ocmw's en de portaalsite van de FOD Financiën, de uiteenzettingen over de werking van DAVO voor de ocmw's en de aanwezigheid op salons als Famiboom in 2006. Er zal een bijgewerkte brochure worden verspreid via de kantoren van de FOD Financiën, politiekantoren, justitiehuisen, postkantoren, notariaten, RVA, VDAB en BGDA. Er komt ook nog een affichecampagne.

Het is makkelijk om de financiële resultaten en de werkmethode van DAVO te bekritisieren, maar één enkele dienst die zowel de voorschotten betaalt als ze terugvordert, biedt een grote financiële transparantie. Het vroegere systeem met de ocmw's, de POD Maatschappelijke Integratie en de domeinenkantoren bood deze transparantie in geen geval. Dankzij DAVO krijgen we nu een beter zicht op de budgettaire beperkingen en de gevolgen daarvan.

Natuurlijk is de werking van een dienst altijd voor verbetering vatbaar. Ik sta ook open voor alle suggesties. Maar het Parlement moet eerst duidelijke keuzes maken over de te spenderen bedragen.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik wil wie op de dienst Alimentatievorderingen werkt, niet met de vinger wijzen. Binnen de budgettaire mogelijkheden doen zij ongetwijfeld hun best. De haren rijzen me echter te berge wanneer ik zie dat alleen al de salariskosten voor de tachtig voltijdse equivalente ambtenaren een stuk hoger zijn dan de schamele 1,2 miljoen euro die tot dusver werden ingevorderd. De regering heeft een dienst opgericht waarvan na vier jaar blijkt dat hij volslagen inefficiënt werkt. Paars heeft met geld van de belastingbetaler vlak voor de verkiezingen van 2003 een stunt willen uithalen, maar het resultaat is absoluut benedenmaats.

03.04 Luk Van Biesen (VLD): Ik heb het moeilijk met de interventie van de heer Verherstraeten. Is hij geen effectief lid van de evaluatiecommissie voor de betrokken dienst?

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Jazeker.

03.06 Luk Van Biesen (VLD): Ik dacht dat het de bedoeling was om in de schoot van die commissie voorstellen te doen om de werking van de dienst te verbeteren. Is het niet eigenaardig dat de heer Verherstraeten nooit de kans heeft gegrepen om in de evaluatiecommissie constructief mee naar oplossingen voor de problemen te zoeken? Hij verkiest blijkbaar om zijn kritiek via deze interpellatie te spuien.

03.07 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik was inderdaad bereid om – op vraag van de minister – deel uit te maken van die evaluatiecommissie, op voorwaarde echter dat ik mijn politieke onafhankelijkheid kon bewaren. Ik heb meermaals de vergaderingen van de evaluatiecommissie bijgewoond, maar ik blijf de overtuiging gestand dat de oprichting van de dienst Alimentatievorderingen een staaltje van slecht bestuur is.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Servais Verherstraeten en luidt als volgt:

"De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten
en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Financiën,
vraagt de minister
de aanbeveling van het jaarverslag te concretiseren."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Dirk Van der Maelen.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

04 Interpellatie van de heer Carl Devlies tot de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de internationale organisatie van belastingontwijking via voorafgaande beslissing" (nr. 1064)

04.01 Carl Devlies (CD&V): Om vers kapitaal te verwerven kunnen vennootschappen kiezen tussen de uitgifte van aandelen of de uitgifte van obligaties. De financiering via aandelen vormt maatschappelijk kapitaal, de financiering via obligaties vormt schuld. Daartussenin ligt de mogelijkheid om zich te financieren via de inbreng van gelden door uitgifte van winstbewijzen. In de rechtsleer is er discussie over de vraag of het toegelaten is een effect te creëren dat alle kenmerken van een winstbewijs vertoont, maar niettemin

geconstrueerd is als een louter verbintenisrechtelijke participatie, waarbij de vennootschap zich ertoe verbindt om in ruil voor een inbreng in geld een deel van de toekomstige winsten toe te kennen als vergoeding.

De kwalificatie van participatiecertificaten als verbintenisrechtelijke effecten laat toe om twee dwingende bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen (W. Venn.) te omzeilen: enerzijds de tijdelijke onverhandelbaarheid van winstbewijzen uitgegeven door vennootschappen die geen publiek beroep doen op het spaarwezen en anderzijds het uitzonderlijke stemrecht van de houders van winstbewijzen bij doelwijziging of bij wijziging van de rechten verbonden aan deze winstbewijzen.

Bovendien zou de uitgifte van participatiecertificaten ook mogelijk worden in andere vennootschapsvormen dan de nv en de commanditaire vennootschap op aandelen.

Er is natuurlijk wel een verschil in de beoordeling van de aard van de schuld: gelden ingebracht door de uitgifte van winstbewijzen worden gerekend bij het eigen vermogen, maar buiten het maatschappelijk vermogen, terwijl gelden ingebracht door uitgifte van obligaties bij het vreemd vermogen gerekend worden. Bij betalingsmoeilijkheden van de emittent gaan obligatiehouders daarom voor op winstbewijshouders.

Het is mij hier echter niet zozeer te doen om de belangen van de houders van effecten, maar om de manier waarop de vennootschap in haar financieringsbehoeften voorziet. Wat dat betreft is er een verschil tussen het verkrijgen van winstbewijzen en het verkrijgen van obligaties: alleen het verkrijgen van eigen winstbewijzen is beperkend gereguleerd. Het verschil heeft betrekking op de afbouw van bedrijfskapitaal en niet op de vorming ervan bij uitgifte.

Het W. Venn. laat de emittent een grote vrijheid bij het bepalen van de uitgiftevoorwaarden van winstbewijzen. De vergoeding kan volledig afhankelijk gemaakt worden van de gerealiseerde winst en kan zowel in speciën als in aandelen uitgekeerd worden. De winstbewijzen kunnen converteerbaar zijn in aandelen, zijn vrij overdraagbaar vanaf hun volstorting en zijn op naam.

In ruling nr. 600.099 van 4 mei 2006 oordeelde de dienst Voorafgaande Beslissingen dat een obligatie die al deze kenmerken van een winstbewijs vertoonde, toch *niet* kon worden geherkwalificeerd op basis van artikel 344 §1 WIB92. Nochtans zijn de fiscale verschillen tussen een winstbewijs en een obligatie aanzienlijk. De winstgerelateerde coupon van een obligatie wordt gekwalificeerd als interest en vormt bijgevolg een aftrekbare kost; de winstgerelateerde coupon van een winstbewijs daarentegen is belastbaar.

Bovendien is de inbreng van geld door uitgifte van een winstbewijs belastbaar wanneer deze gelden niet op een afzonderlijke passiefrekening worden geboekt, als waarborg voor derden. Vennootschapsrechtelijk is deze voorwaarde onzinnig: logischerwijze zou elke inbreng van vermogen vrijgesteld moeten zijn van vennootschapsbelasting tijdens het bestaan van de vennootschap, waarbij het niet relevant is of het vermogen al dan niet onbeschikbaar is gesteld.

Wij wilden deze fiscale voorwaarde schrappen, maar de minister en de meerderheid hebben ons daarin niet gevolgd: onze amendementen in die zin werden verworpen.

De gelden ingebracht via de uitgifte van winstbewijzen, zullen mee in aanmerking genomen kunnen worden voor de aftrek van risicokapitaal. In de betwiste ruling is dit weinig relevant, omdat de betrokken vennootschap de vergoeding op de zogenaamde *profit participation securities* zo geconcipieerd heeft dat de hoge binnenkomende interest zoveel mogelijk geneutraliseerd wordt door een hoge uitgaande interest aan de houder van de winstdelende obligatie, waardoor de belastbare basis in België laag blijft. Dit zou waarschijnlijk niet mogelijk zijn na herkwalificatie als eigen vermogen ingebracht via de uitgifte van winstbewijzen.

In dit geval lijkt niets mij de herkwalificatie in de weg te staan. Het Hof van Cassatie heeft als voorwaarde gesteld dat de herkwalificatie dezelfde juridische gevolgen moet hebben als de verrichting die aan de fiscus wordt voorgelegd. De herkwalificatie van een winstdelende obligatie in een winstbewijs met bijna identiek dezelfde juridische gevolgen is mogelijk, onder voorbehoud van de bepalingen in verband met het

uitzonderlijk stemrecht bij doelwijziging.

De enige reden om winstdelende effecten als obligaties te kwalificeren, is om belastingen te ontwijken. Het standpunt van de dienst Voorafgaande Beslissingen is zeer lucratief voor de Belgische emittent en maakt een internationaal georganiseerde belastingontwijking mogelijk. Het volstaat een land te zoeken waar men de coupon van de winstdelende obligatie kwalificeert als dividend. In België creëert de internationale groep fiscaal aftrekbare kosten, terwijl zij in het buitenland vrijgestelde dividenden verwerft. Zij passeert dus tweemaal aan de kassa. De rulingcommissie wast haar handen in onschuld door te zeggen dat een buitenlandse belastingadministratie niet verplicht is om met betrekking tot deze formule dezelfde fiscale kwalificatie te hanteren als de Belgische.

In een resolutie betreffende de belastingparadijzen stellen de heer Van der Maelen en consoorten de praktijk aan de kaak van multinationals die hun belastingdruk minimaliseren door hun winst te verschuiven naar belastingparadijzen. Ook het land dat betrokken is bij de constructie waar deze ruling betrekking op heeft, wordt door de indieners als een belastingparadijs bestempeld.

Zouden de indieners van deze resolutie, die allen deel uitmaken van de meerderheid, niet beter eerst hun aandacht richten op de rulingcommissie? Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat deze commissie twee maten en twee gewichten hanteert: in haar jaarverslag 2005 sluit zij de herkwalificatie van vruchtgebruikconstructies niet uit, wanneer er geen rechtmatige financiële of economische motieven voorhanden zijn. De commissie heeft er dus blijkbaar veel minder problemen mee om zakelijke en persoonlijke rechten op één hoopje te gooien. Als een herkwalificatie van een winstdelende obligatie in een winstbewijs onmogelijk is, dan is de herkwalificatie van een zakelijk in een persoonlijk recht dat eveneens. Multinationale ondernemingen worden bij de toepassing van art. 344 §1 WIB blijkbaar milder bejegend dan lokale vennootschappen.

Heeft de commissie in haar ruling nr. 600.099 de dwingende bepalingen van het vennootschapsrecht gerespecteerd? Wat is de motivatie voor de weigering om art. 344 §1 WIB toe te passen? Wat is het standpunt van de administratie van de belastingen? Schept deze beslissing geen precedent voor de toepassing van art. 344 §1 WIB?

04.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): België heeft niet de wettelijke bepalingen om winstdelende achtergestelde leningen als eigen vermogen te beschouwen. Via hybride structuren en het gebruik van de verschillende kwalificaties in de nationale wetgevingen kan fiscale optimalisatie worden bewerkstelligd.

Wat het geval betreft waar de heer Devlies naar verwijst, heeft de rulingcommissie aan de hand van feitelijke gegevens beslist dat de voorgestelde structuur niet opnieuw kon worden gekwalificeerd op basis van artikel 344, §1 WIB 1992.

04.03 **Carl Devlies** (CD&V): Wie is verantwoordelijk voor de beslissingen van de rulingcommissie? De ruling is niet volledig gepubliceerd.

04.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Dat is zo voor alle individuele dossiers.

04.05 **Carl Devlies** (CD&V): Hoe kan worden gecontroleerd of de beslissingen conform de wetgeving zijn? Niemand heeft er belang bij naar de rechter te trekken, de klassieke administratie moet zwijgen en het Parlement heeft geen inzage in de dossiers. Er dreigt bijgevolg rechtsonzekerheid. Mag ik het individuele dossier inkijken? Ik verneem graag van de minister – de eindverantwoordelijke van de administratie – waarom de rulingcommissie deze beslissing heeft genomen. Gaat de klassieke administratie akkoord met de beslissing? Is ze conform de wetgeving?

04.06 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ja.

04.07 **Carl Devlies** (CD&V): Dan moet de minister ze ook verdedigen, maar dat doet hij niet. Waarom is er niet opnieuw gekwalificeerd?

04.08 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ik ben niet van plan alle individuele beslissingen van mijn administratie te controleren. Het is het Parlement dat om welbepaalde redenen heeft beslist een

rulingcommissie op te richten. Ik vermoed dat de vragen van de heren Devlies en Verherstraeten iets met de verkiezingscampagne te maken hebben.

04.09 Carl Devlies (CD&V): Er is een nieuwe dienst opgericht, maar daar bestaat blijkbaar geen enkele controle op. Wij hebben daarom een wetsvoorstel ingediend om een Comité F op te richten.

Er werd een beslissing genomen die niet strookt met de wet, maar de minister doet zelfs niet de moeite om de beslissing te verdedigen. Ik wil me niet bemoeien met individuele dossiers, maar controle is een voorwaarde voor een goede werking van de rulingcommissie.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Carl Devlies

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Financiën,

vraagt de minister

- de voorafgaande beslissingen niet te laten geworden tot een instrument van internationaal georganiseerde belastingontwijking;
- de dwingende bepalingen van het gemeen recht, in casu het vennootschapsrecht, te doen naleven bij de beslissingen van de dienst Voorafgaande Beslissingen;
- de ruling nr. 600.099 van 4 mei 2006 door de administratie van de belastingen en invordering te doen herkwalficeren van een uitgifte van een winstdelende obligatie in een uitgifte van winstbewijzen ten einde de precedentswaarde van deze individuele ruling te ontkrachten."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Anne-Marie Baeke en door de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Jacques Chabot.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

04.10 Carl Devlies (CD&V): Er zijn inmiddels artikelen gepubliceerd waarin staat dat voor winstdelende converterende obligatieleningen de interest aftrekbaar is. Door de beslissing van de rulingcommissie werd een nieuw principe gelanceerd, zonder wetgeving of controle van het Parlement. Als de minister, zoals nu blijkt, geen parlementaire controle wil, dan moet er een andere formule worden gezocht.

De **voorzitter**: Indien de minister zou optreden in individuele dossiers, zouden tientallen interpellaties worden ingediend.

04.11 Minister Didier Reynders (Frans): Zo te zien botsen de zienswijzen hierover.

De **voorzitter**: De jurisprudentie schrijvende rechtbanken en commissies worden niet allemaal gecontroleerd zoals de heer Devlies het graag zou willen.

04.12 Carl Devlies (CD&V): Waar kunnen beslissingen van de rulingcommissie worden aangevochten? Men kan zich voorstellen dat op basis van de bewuste beslissing een gelijkaardig dossier wordt ingediend, dat vervolgens door de commissie wordt geweigerd. Wie oefent daar toezicht op uit?

04.13 Minister Didier Reynders (Frans): De gewestelijk directeur heeft de wettelijke bevoegdheid om te beslissen. Dat kan voor de rechtbank aangevochten worden, maar de minister kan de individuele dossiers niet nakijken!

De **voorzitter**: Parlementsleden of bedrijven die van oordeel zijn dat die commissie misbruik maakt van haar macht, kunnen een aanklacht indienen bij het gerecht.

04.14 Carl Devlies (CD&V): Kan men tegen de beslissing van een gewestelijk directeur in beroep gaan bij

de rechtbank?

04.15 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Wie zal dat doen? Ik heb geen weet van gevallen waarin beroep werd aangetekend.

04.16 **Carl Devlies** (CD&V): Kan de belastingplichtige zich tot de rechtbank wenden wanneer een aanvraag wordt geweigerd?

04.17 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Er is een wet in dat verband.

04.18 **Carl Devlies** (CD&V): Om welke procedure gaat het? Het systeem is duidelijk niet sluitend.

05 **Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de forfaitaire grondslagen van aanslag voor landbouwers en de onderscheiden belasting van 16,5 procent op premies en vergoedingen" (nr. 14672)**

05.01 **Jacques Chabot** (PS): Het bedrag van de aan het afzonderlijk belastingtarief van 16,5 procent onderworpen premies en vergoedingen dat de landbouwers die volgens de forfaitaire grondslagen van aanslag worden belast voor 2005 dienen aan te geven zal hetzelfde zijn als het in 2004 aangegeven bedrag. Als het bedrag voor 2004 hoger ligt dan dat voor 2005, zal dat laatste in aanmerking worden genomen.

Stoelt die beslissing op wetsbepalingen? Zo neen, op basis waarvan zijn de fiscale diensten gemachtigd om ze uit te voeren? In welke mate heeft die beslissing te maken met elementen die gerelateerd zijn aan de melkproductie? Wat is de budgettaire weerslag van die beslissing? Is zij billijk? Speelt zij niet in het voordeel van de grote landbouwbedrijven?

05.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De beslissing stoelt op het systeem van de forfaits dat een onderhandeling tussen de administratie en de betrokken sector, en, indien nodig, een ministeriële beslissing mogelijk maakt. De administratie had soms moeilijkheden met de toepassing van een en ander wegens de nieuwe Europese regeling ter zake.

Zoals de heer Jamar gezegd heeft, heeft de beslissing niet alleen te maken met de elementen die gerelateerd zijn aan de melkproductie. Er werd eveneens rekening gehouden met de financiële moeilijkheden waarmee de landbouwers kampen. Wij hadden in de begroting geen uit de wijziging van de regelgeving op Europees niveau voortvloeiende ontvangsten opgenomen.

Zodra ik in het bezit zal zijn van een verslag over de toepassing van die regel zal ik u toelichtingen over de uiteenlopende situaties van de landbouwbedrijven kunnen verstrekken.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de stijging van de staatsschuld" (nr. 14689)**

06.01 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Paars verwijst voortdurend naar de daling van de schuldgraad, maar recente cijfers van de Schatkist geven aan dat de staatsschuld in februari 2007 met 1,71 miljard euro is gestegen. Daardoor loopt de totale staatsschuld op tot 278,28 miljard euro. Onder paars is de absolute schuld niet afgenomen.

Wat zijn de redenen voor de forse stijging in februari?

06.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Eind februari 2007 bedroeg de federale staatsschuld 278,28 miljard euro. Het ging om 275,33 miljard euro schulden die aangegaan of overgenomen zijn door de federale Staat en 2,92 miljard euro schulden van bepaalde instellingen waarvoor de federale Staat bijdraagt in de financiële lasten.

Tegenover januari 2007 is er een verhoging van de bruto schuldenlast met 1,71 miljard euro, omdat men drie lineaire obligaties voor een totaal bedrag van 2,65 miljard euro heeft teruggekocht via een financiering op korte termijn. De netto schuldenlast steeg slechts met 1,05 miljard euro. In februari 2006 was dit 1,2 miljard euro.

De Schatkist wijst erop dat de schuld van maand tot maand sterk kan evolueren. De maandelijkse schuldevolutie weerspiegelt niet altijd de globale jaarlijkse evolutie. De tijdelijke stijging van februari 2007 brengt de daling van de schuldgraad van de gezamenlijke overheid, die de regering en diverse internationale instellingen voor 2007 voorspelden, niet in het gedrang. We evolueren naar een schuldratio die dicht bij het gemiddelde van de eurozone zal liggen. De schuld daalde van 137 procent van het BBP in 1993 naar 85 procent. In 1993 bedroeg het verschil met de eurozone ongeveer 70 procent, terwijl er nu een verschil is van minder dan 20 procent. Er is dus jaar na jaar een forse daling van onze schuld, nog meer in vergelijking met andere landen.

06.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Men heeft de voorbije jaren een enorm rentevoordeel gekend, maar dat is onvoldoende benut om de staatsschuld versneld af te lossen.

De Hoge Raad van Financiën - onder voorzitterschap van de gewezen kabinetchef van de premier - waarschuwt dat men de komende jaren waarschijnlijk de broeksriem zal moeten aanhalen om de kostprijs van de vergrijzing te kunnen betalen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de Europese verhoging van de accijns op diesel" (nr. 14683)

07.01 Carl Devlies (CD&V): De dieselprijzen en de accijnzen verschillen sterk van lidstaat tot lidstaat. Om het brandstoftoerisme tegen te gaan, besliste de Europese Commissie om de accijnzen op diesel te verhogen tot 359 euro per 1.000 liter in 2012 en tot 380 euro in 2014. Voor België betekent dat een verhoging van 29 euro in 2012 en 50 euro in 2014 en dus zal de Belgische bijkomende heffing met hetzelfde bedrag verminderd moeten worden.

Wat is het standpunt van de regering?

07.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De huidige accijnzen bedragen 346,11 euro per 1.000 liter voor gasolie met een zwavelgehalte van meer dan 10 mg/kg en 331,11 euro voor gasolie met een zwavelgehalte van niet meer dan 10 mg/kg.

Uit het Aardoliebulletin van de Europese Commissie van 5 maart 2007 blijkt dat België – na Luxemburg – het land met de laagste prijzen is. Het verschil met de derde, Frankrijk, bedraagt 65 euro per 1.000 liter. Ik zal de commissie een kopie geven van de lijst van de toegepaste accijnzen.

Als we in België in 2012 het opgelegde minimum van 359 euro per 1.000 liter in acht zouden nemen, dan wordt ons land niet benadeeld ten opzichte van onze buurlanden. De grensoverschrijdende aankopen vanuit het buitenland komen dus niet in het gedrang.

07.03 Carl Devlies (CD&V): Het is duidelijk dat de minister het voorstel van de Europese Commissie niet zal volgen.

De **voorzitter**: Dat is uw standpunt.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer **Carl Devlies** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "ambtshalve inkohierungen in toepassing van de minimum forfaitaire belastingen (art. 342 § 3 WIB)" (nr. 14684)

08.01 **Carl Devlies** (CD&V): In de zomer stelde ik een schriftelijke vraag over de forfaitaire minimumbelastingen, vraag waarop ik geen antwoord kreeg. Op mijn mondelinge vraag hierover in december kreeg ik als antwoord dat de minister nog niet over de nodige gegevens beschikte. Daarom stel ik mijn vraag opnieuw.

Kan de minister meedelen hoeveel ambtshalve aanslagen er per Gewest werden gevestigd op basis van de forfaitaire minimumbelastingen voor het aanslagjaar 2005, en dit voor zowel de vennootschappen als de zelfstandige ondernemers en vrije beroepen? Kan hij zeggen over welk percentage van de niet-ingediende en de laattijdig ingediende aangiften het gaat? Kan de minister het totaal van de aldus ingekohierde bedragen voor het aanslagjaar 2005 geven?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De administratie beschikt noch voor de personenbelasting noch voor de vennootschapsbelasting over gegevens van het aantal aanslagen gevestigd op basis van de forfaitaire minimumbelasting voor het aanslagjaar 2005. De wet verscheen immers pas op 12 juli 2005 in het *Belgisch Staatsblad* en het was te laat om de drukwerken en systemen nog aan te passen. Ik zal later vragen of het mogelijk is om informatie te krijgen over het jaar 2006.

08.03 **Carl Devlies** (CD&V): Het is mij niet duidelijk of de minister niet wil of niet kan antwoorden. Het gaat hier om een nieuwe wet die duidelijk niet wordt toegepast.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Devlies vroeg zich af op welke grond men kan optreden tegen een administratieve commissie indien deze de wet niet toepast. Ik wil hem eraan herinneren dat het Strafwetboek samenspanning van ambtenaren verbiedt.

08.04 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Als parlementsleden van oordeel zijn dat met een beslissing te ver wordt gegaan in de interpretatie van een wet, dan kan de wet worden aangepast, bijvoorbeeld om te verbieden dat achtergestelde leningen als eigen fondsen kunnen worden beschouwd.

De **voorzitter**: Al bestaan de wetgevende en strafrechtelijke middelen, de minister dient zich in geen geval in individuele dossiers te mengen.

08.05 **Carl Devlies** (CD&V): De openbaarheid van de motivering bij een beslissing is in elk geval een minimum.

De **voorzitter**: Het was in elk geval een interessante discussie.

09 Vraag van de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het afsluiten van kapitalisatiefondsen tussen spaarders en banken" (nr. 14694)

09.01 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Meer en meer landgenoten doen een beroep op financiële instellingen om hun spaargelden optimaal te beleggen. Een van de mogelijkheden is de kapitaalsgarantie met maandelijkse uitkering.

In de praktijk bestaan er onder de noemer 'kapitalisatiefondsen' heel wat contracten waarvan de bijhorende uitgifteprospectus, de informatiefiche of het beheersreglement niet overeenstemt met de eigenlijke overeenkomst. Onder de afkorting KAP kan een kapitalisatiedeelbewijs schuilgaan, een kapitalisatiebevek aan toonder of een sicav-aandeel. Dat leidt tot verwarring.

Is deze problematiek bekend bij de diensten of bij de CBFA? Zijn er geen specifieke regels waaraan de

banken zich moeten houden? Moet de titel van een kapitalisatiefondscontract dezelfde zijn als van de bijhorende prospectus, informatiefiche of het beheerscontract? Hoe kan een consument zich verdedigen tegen onduidelijke contracten?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Mijn antwoord betreft enkel de rechtstreekse beleggingen in de instellingen voor collectieve belegging of ICB's. Voor zover de vraag ook betrekking heeft op de TAK 23-producten, verwijs ik naar de minister van Economie.

ICB's kunnen onder de vorm van een vennootschap of onder de vorm van een onverdeeldheid zonder rechtspersoonlijkheid worden opgericht. In het eerste geval worden ze geregeld bij statuten, in het tweede geval bij overeenkomst, vastgelegd in een beheersreglement. De rechten van deelneming in een ICB hebben in een bevek de vorm van aandelen en worden in een fonds deelbewijzen genoemd.

De wet van 20 juli 2004 bepaalt dat in beveks en fondsen twee soorten rechten van deelneming kunnen worden gecreëerd, waarbij de opbrengst voor de ene soort wordt uitgekeerd en voor de andere soort wordt gekapitaliseerd. In het laatste geval gaat het bij een bevek om kapitalisatieaandelen en bij een fonds om kapitalisatiedeelbewijzen. Vaak wordt hier de afkorting KAP gebruikt.

Er is slechts sprake van een product met kapitaalsgarantie wanneer de inschrijvingsprijs integraal is gewaarborgd op de vervaldag. Er is sprake van kapitaalbescherming wanneer voor dezelfde inschrijvingsprijs een volledige bescherming geldt op de vervaldag. Deze bescherming kan worden bekomen via een specifieke beleggingsstrategie.

De volledige en de vereenvoudigde prospectus moeten alle informatie bevatten die een belegger nodig heeft om zich een oordeel te vormen over zijn rechten en zijn risico's. De vereenvoudigde prospectus moet kosteloos worden aangeboden, de volledige prospectus moet op verzoek ter beschikking worden gesteld. De CBFA ziet er bij de goedkeuring van de prospectus op toe dat de gebruikte termen stroken met de wettelijke terminologie.

Alle informatie in de informatiefiche of in reclamemateriaal moet in overeenstemming zijn met de prospectus. De belegger kan met eventuele klachten terecht bij de bemiddelingsdienst Banken-Krediet-Beleggingen.

09.03 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Ik zal het antwoord bestuderen. Ik heb de indruk dat het antwoorden biedt op een aantal verzuchtingen van klanten.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 11.38 uur tot 11.47 uur.

10 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de werken en restauratieprojecten die door de Regie der Gebouwen aan de koninklijke gebouwen zijn uitgevoerd" (nr. 14695)**

10.01 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Kan de minister mij een gedetailleerd overzicht geven van de uitgevoerde werkzaamheden en restauratieprojecten aan de koninklijke gebouwen tussen 1999 en 2005, of 2006 als die cijfers al beschikbaar zijn? Kan de minister ook de kostprijs en het financiële engagement van elk project specificeren? Ik kan genoeg nemen met een schriftelijke tabel.

10.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De voornaamste uitgevoerde projecten zijn de beveiliging van de domeinen, de restauratie van de middenvleugel en de vleugel logies in het koninklijk kasteel van Laken, de restauratie van de serres in het domein van Laken en de saneringswerken met onder andere asbestverwijdering.

Over de kostprijs of het financiële engagement heb ik een overzichtstabel die ik nu kan overhandigen.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de**

achterstand inzake de commerciële verkoop van biobrandstoffen" (nr. 14726)

11.01 **Carl Devlies** (CD&V): In verschillende Europese landen wordt bio-ethanol verkocht, de brandstof die voor 85 procent plantaardig is. In België is er officieel nog geen enkel tankstation waar die brandstof mag worden verkocht. De distributeur Octa+ heeft enkel een teststation in Oudergem. Ook benzine gemengd met 5 procent ethanol en biodiesel worden slechts in enkele tankstations aangeboden.

De regering kende pas in oktober 2006 een aantal bedrijven een quotum toe om biobrandstoffen te leveren. Volgens de sector is daarom het aanbod zo klein. Bovendien acht de sector de vrijstelling van accijnzen op biodiesel onvoldoende als stimuleringsmaatregel.

Klopt het dat de brandstofverdelers nog steeds geen vergunning hebben voor de verkoop van bio-ethanol E85 en hoe komt dat? Hoeveel distributeurs mengen diesel met biodiesel en benzine met bio-ethanol? Waarom is het aanbod van biobrandstoffen zo beperkt en welke maatregelen neemt de minister om dat aanbod te vergroten?

11.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De FOD Financiën heeft niets te maken met de vergunningen voor de verkoop van bio-ethanol. Die vergunningen hebben betrekking op de normen waaraan brandstoffen moeten voldoen en dat is een bevoegdheid van de FOD Economie. Ik verwijs dan ook naar minister Verwilghen.

In het kader van de gedeeltelijke accijnsvrijstelling voor gemengde diesel wordt momenteel aan drie brandstofdistributeurs biodiesel geleverd. De regeling voor benzine gemengd met bio-ethanol gaat slechts in op 1 oktober 2007.

Tot op heden levert slechts één firma bio-ethanol. Het mengen gebeurt overigens op vrijwillige basis en slechts een beperkt aantal distributeurs is daartoe bereid. De Ministerraad besliste vorig weekend in Leuven om het mengen te verplichten vanaf begin 2008 voor diesel en vanaf begin 2009 voor benzine.

Het incident is gesloten.

12 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Carl Devlies** aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de resultaten van de regeringstop te Leuven" (nr. 14727)

- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de resultaten van de begrotingscontrole op fiscaal vlak" (nr. 14752)

12.01 **Carl Devlies** (CD&V): Bij de begrotingsopmaak werd in extremis een bedrag van 320 miljoen euro aan inkomsten uit een nieuwe verpakkingstaks toegevoegd. Tot welke maatregelen werd uiteindelijk beslist op de regeringstop in Leuven? Werden de fiscale ontvangsten verhoogd? Die ontvangsten waren al behoorlijk hoog ingeschat, met een stijgingspercentage van 5,9 procent. Werd er nog gesleuteld aan dat stijgingspercentage?

12.02 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Vóór de regeringstop werden er allerlei aankondigingen gedaan: het begrotingstekort zou worden gedicht, de verpakkingstaks zou worden herbekeken. Er werd inderdaad beslist tot een aantal nieuwe uitgaven en een aantal nieuwe taksen. Ik zou graag een overzicht van die maatregelen krijgen.

Wat is de ware toedracht? Wat is de financiële impact? Werd er een status opgemaakt van de bijkomende fiscale inkomsten en uitgaven? Is er een raming gebeurd van de ontvangsten? Kan ik de tabellen met de cijfers krijgen?

12.03 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Er is zeer goed nieuws over de evolutie van de overheidsfinanciën. De meeropbrengsten in de vennootschapsbelasting bedroegen 300 miljoen euro in 2006. Dankzij de verlaging van de directe belastingen op arbeid en de vennootschapsbelasting zien wij een positieve evolutie in de economische groei, die 3 procent bedroeg in 2006. Ondanks de tariefverlagingen, boeken wij toch een aantal nieuwe ontvangsten. Zo zorgt de notionele interest voor meer positieve resultaten

bij de bedrijven.

De gouverneur van de Nationale Bank acht een hogere groei mogelijk, maar wij kiezen voor een voorzichtige aanpak en mikken op een groei van 2,2 procent in 2007.

Er werd ook een belangrijke maatregel genomen die de koopkracht ten goede komt: de jobkorting die werkenden gemiddeld 25 euro extra oplevert door de verhoging van de forfaitaire aftrek voor beroepskosten, wordt in 2007 verdubbeld. Dat betekent een belastingskorting van 50 euro voor alle inkomstencategorieën. Deze maatregel wordt in mei ingevoerd.

De regering heeft er ook voor gekozen om een aantal maatregelen te nemen die het begin vormen van de aanpak van de consumptie van energie en vervoer. De kostenafrek van een bedrijfswagen zal voortaan tussen 60 en 90 procent bedragen, afhankelijk van de CO₂-uitstoot.

De aankoop van CO₂-zuinige wagens wordt aangemoedigd doordat de belastingvermindering voor wagens die respectievelijk minder dan 105 en 115 gram CO₂ uitstoten, wordt omgezet in een korting op de aankoopfactuur. Voor wagens die minder dan 105 gram CO₂ uitstoten, bedraagt die korting 15 procent van de aankoopprijs, met een maximum van 3.280 euro. Ook de aankoop van een wagen met een roetfilter wordt voortaan aangemoedigd met een korting van 200 euro op de factuur in plaats van met een belastingvermindering van dezelfde waarde.

Het plaatsen van zonnepanelen kost gemiddeld zo'n 8.000 euro en het geïndexeerde bedrag van de belastingvermindering voor het jaar 2008 bedraagt 2.600 euro. De belastingvermindering voor de plaatsing van zonnepanelen wordt opgetrokken tot een geïndexeerd bedrag van 3.380 euro als de overschrijding van de uitgaven te vinden is bij het plaatsen van zonnecelpanelen voor waterverwarming of energieopwekking.

Daarnaast zullen zowel de bouw als de aankoop en de renovatie van passiehuizen fiscaal worden gestimuleerd. Deze belastingvermindering zou over tien jaar worden gespreid.

Ook wil de regering de Belgische ondernemingen aanzetten tot technische innovatie. Een hefboom daartoe is het octrooisysteem. De regering zal daarom al het onderzoek naar en de ontwikkeling van octrooien aanmoedigen.

Dit doel kan worden bereikt door een belastingaftrek van 80 procent voor de inkomsten uit octrooien die door een Belgische vennootschap of inrichting in licentie worden gegeven of worden aangewend bij de fabricage van geoctrooide producten. Dat geldt voor alle sectoren en betekent een belastingvermindering van 33,99 naar 6,8 procent, wellicht het laagste tarief van Europa. Dat is heel belangrijk voor de innovatie in België.

De regering kon na de begrotingscontrole de begrotingsdoelstellingen met een overschot van 0,3 procent van het bbp, bevestigen. De controle had geen betrekking op systematische vooruitzichten voor meerdere jaren en daarom heb ik ook geen cijfers voor de volgende jaren. Het niveau van 92 miljard euro fiscale ontvangsten kon worden bevestigd.

Wat milieumaatregelen betreft, komt er vanaf 1 juli 2007 een heffing op niet-herbruikbare huishoudverpakkingen en huishoudgerei. De bedoeling is de consumenten aan te moedigen om herbruikbare verpakkingen te gebruiken en zo het afvalvolume te verkleinen. De Gewesten, de betrokken sectoren en de milieuorganisaties worden bij de uitwerking van de maatregel betrokken om de minst milieuvriendelijke verpakkingen maximaal aan te pakken. Een nulopbrengst zou uiteraard de beste oplossing zijn voor het milieu. Fedis wil 60 procent minder plasticzakken tegen 2009. Met een heffing van twee cent per plasticzak zal een belangrijke vooruitgang mogelijk zijn.

Over de biobrandstoffen antwoordde ik al op een vraag van de heer Devlies.

In tegenstelling tot 1993 worden nu goede milieumaatregelen genomen. Er komen belastingverminderingen

voor woningen en schone wagens. Er komt een heffing op plasticzakken om de consument aan te sporen te kiezen voor een milieuvriendelijker alternatief. Bovendien brengen die maatregelen een verlaging van de CO₂-uitstoot teweeg. Misschien heeft dit alles ook een positief effect op de begroting.

De regering realiseert niet alleen een begrotingsevenwicht, maar zelfs een overschot van 0,3 procent. We hebben een zeer forse verlaging van de schuldratio, de belangrijkste in Europa. We creëerden elk jaar 40.000 nieuwe jobs en daardoor daalden de werkloosheidsuitkeringen. Sinds vier jaar heeft België ook een grotere economische groei dan de eurozone. De resultaten zijn dus goed en ik ben niet bang voor de kritiek of commentaar van de mensen die bijvoorbeeld in 1993 de ecotaks invoerden. De bevolking herinnert zich immers nog het mooie verhaal van de ervaren gids.

12.04 Carl Devlies (CD&V): Wij hadden gehoopt op meer inspiratie. Men neemt een aantal maatregelen die voor meer geld in de staatskas zorgen, maar men verkoopt die maatregelen onder het mom van bekommernis om het milieu.

De minister beweert dat er 300 miljoen euro meerontvangsten zijn voor de vennootschappen in 2006, maar hij vergeet wellicht de versnelde inkohiering. Bovendien heeft men 225 miljoen euro doorgeschoven naar 2007. De inkohieringen gebeurden op 4 januari 2007. Ik maak het grootste voorbehoud bij de cijfers van de minister, want de regering zal waarschijnlijk opnieuw versneld inkohieren in 2007 en een gedeelte naar 2008 verschuiven.

Ook kondigt men nogmaals de jobkorting aan. Als men alles wat vroeger al werd beslist, zoals de jobkorting, nogmaals moet beslissen, heeft men drie dagen nodig. Wij geven de voorkeur aan een verhoging van de belastingvrije som. Dit komt tegemoet aan de problematiek van de laagste inkomens en zou bovendien bijdragen tot een fiscaal activeringsbeleid.

De milieumaatregelen kaderen duidelijk niet in een globaal milieubeleid. Zij moeten enkel de inkomsten voor de begroting 2007 verhogen. Ik betreur ook dat de regering nagelaten heeft om een aantal krachtlijnen op de lange termijn uit te tekenen. De heer Coene heeft gewezen op de vergrijzingsproblematiek.

12.05 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Ik sluit mij grotendeels aan bij de analyse van de heer Devlies.

De Leuvense Slangenshow valt onder de noemer perceptie en indruk. De minister zei daarnet dat hij de fouten met de ecotaks niet zou herhalen. Tot vorige week hebben we hem en minister Van den Bossche geïnterpelleerd. Men heeft het niet langer over een CO₂-gebonden verpakkingsheffing die 320 miljoen euro moet opleveren, maar gewoon over een heffing per kilogram op plastic zakjes, huishoudfolie, aluminiumfolie en wegwerpbestekken.

Ik verwachtte van de minister eigenlijk een tabel met een stijging of daling van de fiscale ontvangsten en de verwachte ontvangsten voor die heffingen. De minister zegt dat hij ongeveer 120 miljoen euro heeft, maar er circuleren cijfers die liggen tussen 50 en 120 miljoen euro. De regering wilde een laatste round-up houden, maar hiervan zal bij de modale kiezer tegen 10 juni niet veel meer zijn blijven hangen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de benoemingen bij de Regie der Gebouwen" (nr. 14711)

13.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Niet alleen is de regering volop bezig met de uitverkoop van tal van overheidsgebouwen, de Regie der Gebouwen zelf wordt tezelfdertijd helemaal hervormd. Dit houdt blijkbaar ook in dat er op de valreep heel wat benoemingen worden doorgeglusd.

Wat houdt de hervorming van de Regie eigenlijk in? Wat zijn de kosten die hieraan verbonden zijn? Hoeveel

functies zijn er vacant en hoeveel zullen er hiervan tegen het einde van de paarse regeerperiode ingevuld zijn? Hoeveel kandidaten zijn er per vacante functie en hoeveel van hen hebben op een of andere wijze voor minister Reynders gewerkt? Hoe wordt de objectiviteit van de benoemingen gegarandeerd en hoe worden de jury's samengesteld? Hoeveel van de Reynders-kandidaten kregen van de jury's een ongunstig advies? Waarom is er nog nood aan al die dure managers als de Regie uiteindelijk toch bijna helemaal wordt ontmanteld door de verkoop van tal van overheidsgebouwen?

13.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De basisopdracht van de Regie der Gebouwen is de huisvesting van de federale overheidsdiensten in gebouwen die ofwel eigendom zijn van de Staat hetzij aan de Staat worden verhuurd.

De geleidelijke overschakeling van eigenaarregeling naar huurderregeling zorgt voor een efficiënte heroriëntatie van de beperkte interne budgettaire middelen van de Regie en voor een realisatie van ontvangsten voor de federale overheid. Die strategie moet de doeltreffendheid van de Regie der Gebouwen als vastgoedvertegenwoordiger en beheerder van de Staat beduidend verbeteren.

Ook na de verkoopsoperatie huisvest de Regie nog steeds dezelfde diensten en hetzelfde aantal ambtenaren en moet zij blijven zorg dragen voor de kwaliteit van die huisvesting. Het gaat om meer dan 8 miljoen vierkante meter: 5.084.137 vierkante meter overheidsgebouwen en 2.960.244 vierkante meter huurgebouwen.

In de periode van 4 februari 2005 tot 15 mei 2006 heeft de cel Regie 2005 mij in volle onafhankelijkheid voorstellen geformuleerd die tot de wijziging van de wet van 1 april 1971 hebben geleid. Deze hervorming staat in de wet van 20 juni 2006 en behelst een nieuw dagelijks beleid volgens een mandatenstelsel. Er wordt ook een directiecomité opgericht om de overgang van de oude naar de nieuwe structuur te begeleiden. De aanstellingsprocedure hiervoor is aan de gang.

Er zal binnen de Regie een managementsysteem uitgebouwd worden dat de vastgoedbehoeften van de federale overheid onder de vorm van een klantenrelatie behandelt. Operationele diensten zullen instaan voor de realisatie van een bouw, een restauratie, een renovatie, een aankoop, een verkoop, een huur of een onderhoud.

De kostprijs van de verandering wordt grotendeels bepaald door het inzetten van personeelsleden in de diverse werkgroepen die de omschakeling mee helpen uitbouwen. Naast wat in 2007 aan twee consultantbureaus werd betaald - 217.646 euro - zijn er nog geen andere externe uitgaven. Bij de externe werkzaamheden die nog in het vooruitzicht worden gesteld, zullen er wellicht nog kosten bijkomen.

Een aantal functies van administrateur-generaal en directeur-generaal is momenteel vacant. Voor iedere functie bestaat een geëigend functieprofiel. De oproep aan de kandidaten gebeurde in het *Belgisch Staatsblad* van 7 december 2006. Alleen voor de functie van interne auditeur werd de procedure nog niet gestart om die functie op de algemene regeling voor de federale overheidsdiensten te kunnen afstemmen.

De eerste aanstelling zal na afronding van de selectieprocedure gebeuren. Het is de bedoeling om in de mate van het mogelijke het directiecomité nog aan te stellen. Iedereen die zich voor een functie kandidaat wenst te stellen en aan het profiel denkt te voldoen, kan dat doen, ongeacht de huidige tewerkstellingsplek.

De selectieprocedure gebeurt zoals voor alle mandaatfuncties. De jury wordt door Selor samengesteld. De benoemingen gebeuren op grond van de resultaten van de selectieproeven die Selor organiseerde en waarvan de resultaten mij werden meegedeeld. Na een onderhoud – dat gebeurde trouwens gisteren – zal aan de regering een voorstel van aanstelling worden voorgelegd.

13.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De Regie zal duidelijk een belangrijke taak blijven vervullen. Zo staat in sommige huurcontracten dat het onderhoud ten laste blijft van de huurder. Waarin ligt dan de besparing voor de overheid?

De minister voert op het einde van de regeringsrit nog een aantal topbenoemingen door. De paarse partners zullen elk hun deel krijgen. Selor stelt dan wel de jury's samen, maar de Ministerraad zal hierbij zijn zegje wel

gedaan hebben. Daarom ben ik ervan overtuigd dat minister Reynders, zijn reputatie getrouw, heel wat van zijn *cabinetards* naar een topfunctie binnen de Regie zal katapulteren. Zij zullen 'toevallig' allen als besten uit de selectie komen, maar dan wel na een partijpolitieke voorselectie.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het opsturen van een levensbewijs bij het ontvangen van het pensioen in het buitenland" (nr. 14728)

14.01 Bart Tommelein (VLD): Landgenoten die naar het buitenland verhuizen en daar hun pensioen krijgen, moeten elke maand een bewijs opsturen dat ze nog in leven zijn. Wordt het pensioen op een Belgische rekening gestort, volstaat het tweemaal per jaar dit bewijs te leveren. Dit zijn kafkaïaanse toestanden. Kan er geen regeling worden getroffen die deze formaliteiten overbodig maakt?

14.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het levensbewijs wordt binnenkort afgeschaft voor de pensioengerechtigden die in België resideren. Een studie loopt om na te gaan of deze administratieve vereenvoudiging ook kan gelden voor pensioengerechtigden die in het buitenland verblijven. De Centrale Dienst der Vaste Uitgaven betaalt 6.579 pensioenen in 89 landen: 3.005 in Frankrijk, 1.209 in Duitsland, 733 in Spanje, 340 in Nederland en 189 in het Groothertogdom Luxemburg. De studie brengt alle informatieprocessen in kaart en heeft als doel op korte termijn het levensbewijs ook voor deze groep van mensen af te schaffen. We rekenen op een termijn van twee maanden.

14.03 Bart Tommelein (VLD): Meer dan de helft van de betrokkenen woont blijkbaar in Frankrijk. Slechts een kleine minderheid woont in heel grote landen, ver van een Belgisch consulaat.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.29 uur.